



EUROPE CRÉATIVE

Sous-programme «Culture»

SOUTIEN AUX PROJETS DE COOPÉRATION EUROPÉENNE 2019

Appel à propositions EACEA 34/2018

LIGNES DIRECTRICES

Important: Veuillez noter que le modèle de convention de subvention de l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» (ci-après dénommée «l'Agence») fait actuellement l'objet d'une révision en raison de l'entrée en vigueur du nouveau règlement financier 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 (voir le point 14.4 ci-dessous). C'est la raison pour laquelle le modèle de convention de subvention relatif au présent appel à propositions est publié à titre d'exemple et, par conséquent, l'Agence se réserve le droit d'apporter des modifications ou des précisions supplémentaires, sous réserve des nouvelles dispositions du règlement financier. L'Agence annoncera les changements en temps utile, avant la signature de la convention de subvention.

SOMMAIRE	
1. INTRODUCTION	3
2. OBJECTIFS ET PRIORITÉS	3
2.1 Objectifs	3
2.2 Priorités	4
2.3 Projets ciblés	8
3. CALENDRIER	10
4. BUDGET DISPONIBLE	10
5. CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ	12
6. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ	12
6.1 Candidats éligibles	12
6.1 Projets éligibles	14
6.2 Activités éligibles	15
7. CRITÈRES D'EXCLUSION	15
7.1 Exclusion de la participation	15
7.2 Rejet de la procédure d'attribution	17
7.3 Pièces justificatives	18
8. CRITÈRES DE SÉLECTION	18
8.1 Capacité financière	18
8.2 Capacité opérationnelle	19
9. CRITÈRES D'ATTRIBUTION	20
10. DISPOSITIONS JURIDIQUES	22
11. DISPOSITIONS FINANCIÈRES	23
11.1 Principes généraux	23
11.2 Formes de financement	24
11.3 Modalités de paiement	28
11.4 Garantie de préfinancement	29
12. PUBLICITÉ	29
12.1 Par les bénéficiaires	29
12.2 Par l'Agence et/ou la Commission	30
12.3 Communication et diffusion	30
13. PROTECTION DES DONNÉES	31
14. PROCÉDURE DE SOUMISSION ET DE SÉLECTION DES CANDIDATURES	31
14.1 Publication	31
14.2 Inscription sur le portail des participants	32
14.3 Soumission de la demande de subvention	32
14.4 Réglementation applicable	33
14.5 Contacts	33
Annexe 1 - Glossaire	34
Annexe 2 – Documents obligatoires – Liste de vérification	37

Tous les documents nécessaires pour soumettre une candidature, en particulier le formulaire de candidature en ligne (formulaire électronique) et le guide à l'intention des candidats, peuvent être obtenus à l'adresse suivante:

https://eacea.ec.europa.eu/creative-europe/funding/support-european-cooperation-projects-2019_en

1. INTRODUCTION

Les présentes lignes directrices sont fondées sur le règlement n° 1295/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant le programme «Europe créative» (2014 à 2020)¹ et ses rectificatifs du 27 juin 2014² et du 18 avril 2018³.

Elles tiennent également compte des priorités issues de la coopération politique établie à l'échelle de l'Union européenne (UE) dans le domaine de la culture.

Le 16 mai 2018, la Commission a adopté un nouvel agenda européen de la culture⁴. La communication s'appuie sur les résultats de la coopération européenne dans le cadre de l'agenda de la culture 2007 et vise à répondre aux défis sociaux et économiques auxquels l'UE est confrontée en tirant pleinement profit du potentiel de la culture afin de contribuer à la création d'une Union plus inclusive et plus juste, soutenant l'innovation, la créativité ainsi que des emplois et une croissance durables. Le nouvel agenda définit plus de 25 actions dans cinq dimensions (sociale, économique, extérieure, patrimoine culturel, digital4culture) et propose une forte implication des États membres dans la collaboration et la mise en œuvre des résultats politiques au travers de projets communs, notamment avec des organisations culturelles internationales et des instituts culturels nationaux dans des pays tiers.

À compter de 2019, «Europe créative» et le programme appelé à lui succéder, contribueront directement à soutenir le nouvel agenda et la mise en œuvre des actions qu'il comprend.

En outre, une communication conjointe intitulée «Vers une stratégie de l'UE dans le domaine des relations culturelles internationales» a été adoptée le 8 juin 2016.

Le présent cadre politique aide à mieux définir et comprendre le cadre politique dans lequel le programme «Europe créative» (ci-après «le programme») opère, et les objectifs ultimes poursuivis grâce aux perspectives de financement qu'il offre.

La Commission européenne est responsable de la réalisation du programme et de la décision d'octroyer des fonds individuels de l'Union européenne. L'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture», ci-après l'«Agence», administre les sous-programmes «Culture» et MEDIA au nom de la Commission européenne et sous la supervision de celle-ci.

Des informations générales sur le programme «Europe créative» sont disponibles à l'adresse suivante: http://eacea.ec.europa.eu/europe-creative_fr

2. OBJECTIFS ET PRIORITÉS

2.1 Objectifs

Le programme «Europe créative» a deux objectifs politiques généraux: sauvegarder, développer et promouvoir la diversité culturelle et linguistique et le patrimoine culturel de l'Europe et renforcer la compétitivité des secteurs culturels et créatifs européens. À cette fin, les objectifs spécifiques suivants sont poursuivis: soutenir la capacité de ces secteurs à opérer à l'échelle transnationale et internationale; promouvoir la circulation transnationale des œuvres culturelles et créatives, ainsi que la mobilité des artistes afin d'atteindre de nouveaux publics; renforcer la capacité financière des PME et organisations des secteurs de la culture et de la création; et favoriser la coopération politique transnationale afin

¹ Le règlement n° 1295/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant le programme «Europe créative» a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 20 décembre 2013 (JO L 347, p. 221).

² Publié au Journal officiel de l'Union européenne du 27 juin 2014 (JO L 189/260).

³ Publié au Journal officiel de l'Union européenne du 23 avril 2018 (JO L 189/103).

⁴ Un nouvel agenda européen de la culture COM(2018)267

d'appuyer l'élaboration des politiques, l'innovation, la créativité, le développement du public et la création de nouveaux modèles commerciaux.

En outre, les enjeux économiques dans un environnement mondialisé et interconnecté, exigent un soutien plus ciblé pour aider les artistes et les créateurs à faire de leur talent un métier et à vivre de leur art. La dimension économique va de pair avec la valeur sociétale de la culture et des arts. Les secteurs culturels reflètent l'essence même de l'Europe et composent un paysage socioculturel qui, par son pluralisme et sa diversité d'expressions, transcende les frontières nationales, et crée des liens par-delà ces frontières. Cette approche est très importante compte tenu des défis actuels auxquels le projet d'intégration européenne est confronté.

Partant de là, les principaux objectifs du soutien aux projets de coopération européenne, sont les suivants:

- renforcer la capacité des secteurs culturels et créatifs à opérer à l'échelle transnationale et internationale, et à encourager la circulation transnationale des œuvres culturelles et créatives et la mobilité transnationale des acteurs culturels et créatifs, notamment des artistes;
- contribuer à la conquête de nouveaux publics en s'engageant dans de nouvelles voies innovantes auprès des publics et améliorer l'accès aux œuvres culturelles et créatives dans l'Union et au-delà, en accordant une attention particulière aux enfants, aux jeunes, aux handicapés et aux catégories sous-représentées;
- contribuer à l'innovation et à la créativité dans le domaine de la culture, par exemple en testant de nouveaux modèles commerciaux et en favorisant les retombées dans d'autres secteurs.

2.2 Priorités

Pour atteindre ces objectifs, l'action se concentre sur les priorités suivantes:

- promouvoir la mobilité transnationale des artistes et des professionnels en vue de leur permettre de coopérer au niveau international et d'internationaliser leur carrière;
- favoriser le développement des publics en tant que moyen d'améliorer l'accès aux œuvres culturelles et créatives européennes et au patrimoine culturel matériel et immatériel, et élargir l'accès aux œuvres culturelles pour les enfants, les jeunes, les personnes handicapées et les groupes sous-représentés;
- favoriser le renforcement des capacités à travers des approches novatrices de la création, développer et tester de nouveaux modèles innovants de rentabilisation, de gestion et de commercialisation pour les secteurs culturels, notamment en ce qui concerne la transition numérique, et développer de nouvelles compétences pour les professionnels de la culture;
- améliorer le dialogue interculturel, promouvoir les valeurs partagées au sein de l'UE et l'entente mutuelle, la compréhension et le respect des autres cultures, en contribuant ainsi à l'intégration sociale des migrants et des réfugiés;
- en héritage de l'Année européenne du patrimoine culturel, sensibiliser à l'histoire et aux valeurs communes et renforcer le sentiment d'appartenance à un espace européen commun.

Ces priorités sont formulées ci-dessous, dans plusieurs groupes (A, B, C1, C2, D et E).

Les projets soutenus comprendront donc une stratégie justifiée et une description détaillée de la manière dont ils prévoient de mettre en œuvre une ou plusieurs de ces priorités. En soumettant leur

candidature par le biais du système de candidature en ligne visé à la section 14, les candidats peuvent cocher au maximum sur l'ensemble de ces priorités, les trois qui sont les plus pertinentes pour leur projet, et classer les priorités retenues par ordre de pertinence.

Les projets soutenus présenteront les caractéristiques spécifiques évoquées. De plus, conformément au principe de subsidiarité, ils contribueront à créer une valeur ajoutée européenne telle que définie à l'article 5 du règlement n° 1295/2013 établissant le programme «Europe créative».

A) Mobilité transnationale

La mobilité transnationale favorise la circulation des artistes et des opérateurs culturels au-delà des frontières nationales et leur permet de coopérer au niveau international et d'internationaliser leur carrière. Elle facilite également la diffusion transnationale des œuvres culturelles et créatives. L'objectif de cette priorité consiste à promouvoir les échanges culturels, le dialogue interculturel et interconfessionnel ainsi que la compréhension de la diversité culturelle et l'inclusion sociale.

La mobilité transnationale est intégrée aux projets de coopération. Toutefois, elle doit viser plus que la simple mission de coordination, d'administration et de mise en œuvre d'un projet. Au-delà des déplacements transfrontaliers, il s'agit d'obtenir des résultats et de créer de nouvelles synergies.

Les projets traitant cette priorité doivent concevoir et décrire une réelle stratégie de mobilité transfrontalière à laquelle on pourrait aspirer et qui inclurait, entre autres:

- le renforcement des capacités des opérateurs culturels qui participent au projet à travailler à l'échelle transnationale et internationale;
- la création et/ou la production;
- l'amélioration des compétences professionnelles, l'apprentissage par les pairs, l'éducation et la formation;
- les débouchés professionnels permettant aux artistes et aux professionnels de travailler à l'échelle transnationale et internationale;
- l'accès à de nouveaux marchés;
- la création de possibilités de réseautage, l'établissement de partenariats et de contacts;
- l'atteinte de nouveaux publics plus élargis;
- l'instauration d'un dialogue interculturel et interconfessionnel, le respect de la diversité des cultures et des expressions culturelles et la facilitation de l'intégration des réfugiés.

Les partenariats avec des opérateurs qui se trouvent hors de l'UE doivent refléter le concept du rôle de la culture dans les relations extérieures de l'UE, comme indiqué à la section 1⁵.

B) Développement des publics

Le développement des publics⁶ implique de rapprocher la population et la culture. Il s'agit d'intéresser directement les personnes et les communautés afin qu'elles apprennent à connaître, apprécier et estimer les arts et la culture. Le développement des publics implique de faire quelque chose avec les publics au lieu de faire quelque chose pour eux.

Le développement des publics est une priorité importante dans le programme «Europe Créative» qui aide les artistes et les opérateurs culturels européens et leurs œuvres à atteindre le plus grand nombre de personnes possible dans toute l'Europe et à élargir l'accès aux œuvres et aux expositions

⁵ https://ec.europa.eu/culture/sites/culture/files/commission_communication_-_a_new_european_agenda_for_culture_2018.pdf

⁶ Une étude sur le développement des publics a été publiée par la Commission européenne et peut être consultée à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/news/20170421-new-study-audience-development_en

culturelles, en accordant une attention particulière aux enfants, aux jeunes, aux handicapés et aux catégories sous-représentées, y compris les réfugiés.

En élaborant une stratégie de développement des publics, le but pourrait être d'élargir les publics, de les diversifier et/ou d'approfondir la relation avec les publics existants (ou une combinaison de ces objectifs). Les candidats doivent connaître la composition de leurs publics actuels et les groupes cibles qu'ils souhaitent atteindre. Le développement des publics doit faire partie intégrante du projet - en impliquant les publics dans la programmation, la production, l'art participatif, le dialogue physique, l'interaction avec les médias sociaux, le bénévolat ou les partenariats créatifs avec d'autres secteurs (santé, éducation, commerce de détail, etc.).

La mise en œuvre d'une stratégie de développement des publics nécessitera généralement du personnel formé et affecté spécialement à des missions en rapport avec cet objectif. La formation doit être un élément essentiel d'une telle stratégie. Les candidats doivent également effectuer des recherches avant de définir une stratégie et ils doivent chercher à appliquer des modèles de segmentation. Une bonne pratique consiste à effectuer un suivi des progrès et du succès des activités de développement des publics, entre autres en recueillant et compilant les réactions du public (de manière formelle ou informelle).

Orientations possibles:

- projets dont l'un des principaux objectifs consiste à développer des compétences de développement des publics chez les opérateurs culturels et les artistes;
- projets impliquant des créations en commun, des coproductions, des tournées, etc., s'appuyant sur une stratégie claire de développement des publics, de sorte qu'ils ne sont pas centrés exclusivement sur «l'offre» mais également sur la «demande», en veillant à ce que les activités aient le plus large impact possible; et
- exiger que les projets impliquant des résidences ou des programmes d'échange pour les artistes et les opérateurs culturels s'efforcent d'interagir avec les communautés et les publics locaux, plutôt que de limiter leur expérience de la mobilité à leurs pairs les plus proches.

C) Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités aide les opérateurs culturels à développer leurs compétences afin de faciliter l'accès à des perspectives internationales et de créer les conditions requises pour favoriser une meilleure circulation transnationale des œuvres culturelles et créatives et la création de réseaux transfrontaliers. De nombreuses possibilités existent à cet égard; les trois principales, dont chacune constitue en elle-même une priorité du programme, sont formulées ci-dessous dans le présent document.

C.1) Numérisation

La transition numérique exerce une influence majeure sur la manière dont les biens culturels et créatifs sont produits, diffusés, abordés, consommés et monétisés. Ces changements offrent de larges possibilités pour les secteurs culturels et créatifs. Pour exploiter ces possibilités, les secteurs culturels et créatifs doivent développer de nouvelles compétences afin de pouvoir appliquer de nouvelles méthodes de production et de distribution et de nouveaux modèles commerciaux.

À cet effet, le sous-programme «Culture» du programme «Europe créative» soutient les projets de nature transnationale qui permettront aux acteurs des secteurs culturels et créatifs de s'adapter à la transition numérique, en encourageant l'utilisation des technologies numériques de la production à la distribution et la consommation. Les activités pourraient inclure l'organisation d'ateliers, l'expérimentation de nouveaux canaux de diffusion par des moyens numériques ou la mise au point d'outils pour la numérisation du contenu culturel. Ces activités - parmi d'autres - seront dans la plupart des cas étroitement liées au développement des publics ou à de nouveaux modèles

commerciaux. Les candidats doivent reconnaître ces liens et décrire le principal objectif de l'action.

Les projets axés sur cette priorité devront adopter une approche innovante et aller au-delà de la simple numérisation de contenus.

C.2) Nouveaux modèles commerciaux

Les possibilités offertes par les nouvelles technologies requièrent l'élaboration et l'expérimentation de nouveaux modèles de rentabilisation, de gestion et de commercialisation pour les secteurs culturels. Parallèlement, les opérateurs des secteurs culturels et créatifs doivent améliorer leurs compétences financières et commerciales, afin de pouvoir être plus performants sur le marché et de profiter pleinement des possibilités de financement qui évoluent en même temps que le contexte financier.

Le sous-programme «Culture» du programme «Europe créative» soutient les projets transnationaux qui renforcent les compétences commerciales des acteurs culturels et créatifs, afin de leur permettre de mieux comprendre le contexte économique en pleine évolution et de trouver de nouvelles sources de revenu ou de nouveaux modèles de gestion, et d'améliorer ainsi leurs performances et de réduire les coûts. Il s'agit notamment (mais pas exclusivement) de l'organisation d'ateliers, de la création d'espaces de travail et de création en commun, de la conception et de l'expérimentation de nouvelles stratégies commerciales et de gestion ainsi que d'autres activités en rapport avec les compétences entrepreneuriales des secteurs de la création et de la culture.

Les candidats doivent tenir compte des liens étroits entre cette priorité et les autres (numérisation, conquête de nouveaux publics) et définir leur objectif principal et les effets de leur action sur les autres priorités.

C.3) Formation et éducation

Une des principales priorités de l'action de l'Union européenne consiste à permettre aux personnes d'acquérir de nouvelles compétences qui viendront enrichir leur vie professionnelle et ouvrir de nouvelles voies sur le marché du travail. De toute évidence, l'éducation et la formation artistiques et culturelles font partie intégrante de cette initiative.

Le sous-programme «Culture» du programme «Europe créative» soutient les projets transnationaux qui offrent aux participants la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences et d'améliorer leur capacité d'insertion professionnelle, que ce soit par un apprentissage formel dans des établissements reconnus qui participent aux projets ou par des activités non formelles axées sur l'apprentissage artistique ou sur les compétences non techniques dans le secteur de la culture et de l'art.

La combinaison logique de cette priorité avec les autres est une bonne pratique et doit être bien expliquée pendant le processus de candidature.

D) Dialogue interculturel et intégration sociale des migrants et des réfugiés

Le dialogue interculturel vise à améliorer la compréhension mutuelle et le respect des autres cultures, contribuant ainsi également à l'intégration sociale des migrants et des réfugiés.

Le sous-programme «Culture» du programme «Europe créative» soutient les projets transnationaux destinés à promouvoir le dialogue interculturel et la diversité culturelle⁷. Le dialogue interculturel présuppose la diversité culturelle et offre un instrument efficace pour mettre en relation des personnes d'horizons divers, ayant des intérêts et des perspectives différents, et leur permettre d'échanger; il offre un moyen de faire participer les migrants et les réfugiés et «d'accroître leur participation dans la vie culturelle et sociale».

Les projets visent à faciliter l'intégration des réfugiés dans l'environnement européen, en améliorant la compréhension culturelle mutuelle et en encourageant le dialogue interculturel et interreligieux, la tolérance et le respect des autres cultures.

Les projets peuvent proposer des plateformes d'apprentissage au sens large, soutenir la présentation et la création conjointe d'œuvres culturelles dans l'ensemble de l'Europe.

Afin d'assurer une intégration appropriée et efficace des réfugiés et des migrants, une attention particulière sera portée à la manière dont ces groupes cibles sont impliqués dans le projet et les activités.

La participation (en tant que partenaires associés) d'organisations qui se consacrent à l'intégration sociale ou éducative des réfugiés et des migrants et qui possèdent l'expertise dans ce domaine, est encouragée.

E) Héritage de l'Année européenne du patrimoine culturel 2018

L'Année européenne du patrimoine culturel⁸ 2018 visait, entre autres, à sensibiliser à l'histoire et aux valeurs communes et à renforcer le sentiment d'appartenance à un espace européen commun.

Pérennisant l'héritage de l'Année européenne du patrimoine, le sous-programme «Culture» du programme «Europe créative» soutient les projets transnationaux visant à promouvoir le patrimoine culturel comme source d'inspiration pour la création contemporaine et l'innovation, et renforce l'interaction entre le secteur du patrimoine culturel et d'autres secteurs culturels et créatifs. Les projets souligneront l'importance de la transmission du patrimoine culturel de l'Europe en tant que ressource du passé pour les générations futures.

Les projets suivront de préférence une approche inclusive et participative, plaçant le public et les bénéficiaires au centre des activités, et les impliquant dans leur conception et/ou leur mise en œuvre. Ils seront centrés de préférence sur les jeunes et les groupes difficiles à atteindre.

2.3 Projets ciblés

Les projets suivants sont des exemples purement illustratifs de types de projets qui peuvent être soutenus dans le cadre du présent appel (veuillez noter que cette liste n'est pas exhaustive).

- Les échanges d'acteurs culturels en vue du **renforcement des capacités**, pour permettre à ces acteurs d'acquérir les compétences et le savoir-faire nécessaire pour s'adapter à l'évolution de leur environnement (transition numérique, nouveaux modèles commerciaux et de gestion, nouvelles approches de développement des publics, aide aux petites organisations en vue de

⁷ Une étude intitulée «How culture and the arts can promote intercultural dialogue in the context of the migratory and refugee» (Comment la culture et les arts peuvent promouvoir le dialogue interculturel dans le contexte des migrants et des réfugiés) a été publiée par la Commission européenne et peut être consultée à l'adresse: https://ec.europa.eu/culture/news/2017/new-report-arts-culture-context-migratory-refugee-crisis_en

⁸ Une étude sur la gouvernance participative du patrimoine culturel a été publiée par la Commission européenne et peut être consultée à l'adresse suivante: <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/b8837a15-437c-11e8-a9f4-01aa75ed71a1/language-en>

leur préparation commerciale aux demandes de prêts bancaires). Ceci peut comprendre des sessions de formation, des ateliers, l'élaboration de supports, de sites web à cet effet, etc.;

- Les échanges d'acteurs culturels entre les pays, notamment les résidences et les séjours prolongés, qui aideront les artistes/les professionnels de la culture à développer leur carrière. Lors de ces séjours, les activités peuvent comprendre la création artistique, notamment les créations en commun et les coproductions, qui sont ensuite jouées ou exposées et présentées en tournée dans les différents pays. Autant que possible, elles doivent également comprendre de la formation ainsi que des activités dans le domaine du développement des publics et de l'interaction avec les communautés locales, notamment des efforts pour atteindre les groupes habituellement sous-représentés tels que les réfugiés;
- Les organisations culturelles (p. ex. les salles de concert, les opéras, les théâtres, les festivals, les orchestres, les groupes de musique, les compagnies de théâtre, etc.) issues de différents pays, qui se regroupent pour coproduire et/ou effectuer une tournée de spectacles dans différents lieux ou manifestations dans différents pays, ou lors d'une manifestation unique à condition que celle-ci ait une portée internationale très large et reconnue, capable d'avoir un effet multiplicateur dans d'autres pays. Les **coproductions** peuvent comprendre des œuvres inédites ou d'avant-garde. Des activités de promotion et de **développement des publics** doivent être incluses afin d'attirer un public plus large, de contribuer à rendre les œuvres complexes accessibles au public, et d'élargir l'accès aux groupes sous-représentés. Les activités doivent aider les artistes/les professionnels de la culture dans leur carrière, aider les artistes et les œuvres à atteindre un public plus nombreux dans toute l'Europe et au-delà, contribuer à prolonger la durée de vie des productions et aider les organisations à instaurer une coopération durable avec de nouveaux partenaires dans d'autres pays, et à créer de nouvelles perspectives professionnelles pour elles-mêmes.
- **Les échanges transnationaux** d'artefacts avec une dimension européenne particulière: ils ne créent pas nécessairement de nouvelles œuvres, mais peuvent permettre la circulation des œuvres nouvelles et existantes, par exemple, par le biais d'expositions qui voyagent entre les différents partenaires ou par le biais d'un musée, dans un pays, qui prête les pièces d'exposition à des musées d'autres pays, en portant une attention particulière à la conquête de publics plus larges et plus nombreux pour ces œuvres, et au prolongement de la durée de vie des expositions.
- Les activités culturelles qui s'efforcent de soutenir **l'intégration des réfugiés** en Europe en donnant aux citoyens et aux réfugiés de l'UE la possibilité de travailler ensemble, de découvrir et de comprendre les valeurs et les cultures des deux peuples et d'en tirer des enseignements, ceci en collaboration avec les structures sociales qui travaillent déjà avec les populations de réfugiés. Les projets peuvent promouvoir des créations et des spectacles communs tels que les œuvres originales de théâtre, de musique, audiovisuelles et les spectacles de rue, en tenant compte des problèmes de langue, des aspects juridiques et liés au genre, des questions de mobilité et des spécificités de la population ciblée. Les projets doivent favoriser l'identification des compétences artistiques spécifiques des réfugiés, utiliser les talents de cette population, ou renforcer leurs capacités pour une meilleure intégration dans la vie sociale et sur le marché du travail.
- La coopération transversale entre différents types d'organisations du patrimoine culturel (p. ex., musées, bibliothèques, archives cinématographiques, sites du patrimoine, organisations de la société civile, etc.), les organisations culturelles et/ou d'autres acteurs du patrimoine culturel réunis pour développer des actions, visant à promouvoir et à développer l'échange de bonnes pratiques sur la coopération transsectorielle dans le cadre d'une expérimentation et d'un dialogue créatifs entre le domaine du patrimoine culturel et les autres secteurs culturels et créatifs; encourager la réutilisation innovante du patrimoine culturel, notamment pour la création contemporaine, les interventions dans l'environnement historique et l'utilisation par les secteurs créatifs de contenus du patrimoine culturel numérique; ainsi que promouvoir et

renforcer l'utilisation de la culture et de la créativité pour mieux préserver, présenter et interpréter le patrimoine culturel, en misant sur le potentiel des industries créatives à améliorer l'offre de services culturels grâce à de nouveaux services à plus forte valeur ajoutée.

- Ces activités peuvent inclure différentes formes d'échange et de collaboration, ainsi que des activités d'apprentissage par les pairs, entre des professionnels du patrimoine, des artistes et des opérateurs culturels dans des projets communs explorant le patrimoine culturel par des perspectives contemporaines, notamment des installations artistiques dans des espaces publics ou des projets d'art innovant autour de sites du patrimoine, en aidant les communautés à expérimenter, à comprendre et à apprécier de nouveau leur environnement, tout en respectant totalement l'intégrité et l'authenticité des sites. Les activités doivent aider les organisations du patrimoine culturel à donner une dimension européenne à leurs activités, à développer une coopération durable avec de nouveaux partenaires dans d'autres pays et à atteindre des publics plus larges. La portée de tels outils peut être multipliée grâce à la diffusion de bonnes pratiques et recommandations et à leur circulation à l'échelle nationale ou européenne.
- Activités et/ou expositions et/ou spectacles culturels organisés dans différentes régions et différents pays européens, et centrés sur l'exploration, la documentation, la diffusion et le renforcement d'aspects sous-représentés du patrimoine culturel européen, et activités visant à promouvoir des valeurs positives telles que la réconciliation, le respect mutuel, le dialogue et la compréhension interculturelle.

3. CALENDRIER

Le calendrier indicatif de cet appel à propositions est:

Pour les catégories 1 et 2 - Projets de coopération à petite et à grande échelle:

Publication de l'appel à propositions	Date limite de dépôt des candidatures	Période d'évaluation	Information des candidats	Signature des conventions de subvention	Date de début de l'action
Octobre 2018	11 décembre 2018 – 12 heures (midi) heure de Bruxelles	6 mois	Juin 2019	Juillet - septembre 2019	1^{er} septembre au 15 décembre 2019

4. BUDGET DISPONIBLE

Le budget total alloué au cofinancement des projets est estimé à 44 659 800 EUR. Dans le but d'établir une représentation appropriée des projets de coopération à petite échelle (catégorie 1), une enveloppe indicative de 17,8 millions d'EUR est prévue à cette fin ($\pm 40\%$ du budget global de l'action).

Compte tenu des politiques et priorités de la Commission européenne, environ 25 % du montant alloué aux projets de coopération à petite échelle devraient aller à des projets qualitatifs axés sur l'intégration sociale des migrants et des réfugiés (selon la priorité D décrite à la section 2).

Ce montant dépend la disponibilité des crédits prévus dans le projet de budget 2019 après l'adoption dudit budget par l'autorité budgétaire.

La contribution financière de l'UE ne peut excéder:

- **pour la catégorie 1** - projets de coopération à petite échelle: **60 %** des coûts éligibles,
- **pour la catégorie 2** - projets de coopération à grande échelle: **50 %** des coûts éligibles

Les candidats devront obtenir le financement restant.

L'Agence se réserve le droit de ne pas attribuer la totalité des fonds disponibles.

5. CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

Les candidatures doivent remplir les conditions suivantes:

- elles doivent être reçues au plus tard à la date limite de dépôt des candidatures indiquée à la section 3 des présentes lignes directrices⁹;
- elles doivent être présentées par écrit (voir la section 14 du présent guide), en utilisant le formulaire de candidature en ligne et le système de soumission électronique disponible à l'adresse suivante <https://eacea.ec.europa.eu/PPMT/>;
- elles doivent être rédigées dans une des langues officielles de l'UE.

Veuillez noter que seules les demandes dactylographiées seront prises en considération.

Le formulaire de candidature doit être accompagné d'un **budget équilibré** et de **tous les autres documents mentionnés dans ledit formulaire**.

Le non-respect de ces exigences entraînera le rejet de la candidature.

Pour soumettre une candidature, les candidats (le chef de projet et les partenaires) doivent indiquer leur code identifiant du participant (*Participant Identification Code*, PIC) dans le formulaire de candidature. Pour obtenir un PIC, les organisations peuvent s'inscrire dans le système d'enregistrement unique (*Unique Registration Facility*, URF), accessible sur le portail des participants de l'éducation, de l'audiovisuel, de la culture, de la citoyenneté et du bénévolat. Le système d'enregistrement unique est un outil partagé avec les autres services de la Commission européenne. Si un candidat (chef de projet et partenaires) possède déjà un PIC qui a été utilisé pour d'autres programmes (par exemple, les programmes de recherche), ce PIC est valable pour le présent appel à propositions.

Le portail des participants permet aux candidats (chef de projet et partenaires) de saisir ou de mettre à jour les informations sur leur statut juridique et d'y enregistrer les documents juridiques et financiers demandés.

Voir la section 14.2 pour plus d'informations.

6. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Les candidatures qui satisfont aux critères suivants feront l'objet d'une évaluation approfondie.

6.1 Candidats éligibles

6.1.1

Les **candidats** (le chef de projet et les partenaires) **doivent être des opérateurs culturels actifs dans les secteurs de la culture et de la création** tels que définis à l'article 2 du règlement n° 1295/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant le programme «Europe créative»¹⁰ et établis dans l'un des pays participant au sous-programme «Culture». Par souci de clarté et dans le cadre de cet appel, les opérateurs doivent être en mesure de démontrer (par le biais de leurs statuts/statuts d'association, rapports d'activité) que leur activité principale est axée sur le secteur créatif et culturel défini dans le règlement susmentionné.

⁹ Veuillez noter que le formulaire électronique doit être validé et soumis avant la date limite (vérifiez que vous avez reçu un numéro de soumission et un courriel accusant réception de votre candidature). En cas de problèmes techniques, veuillez vous assurer de demander de l'aide avant l'expiration de la date limite (voir le guide à l'intention des candidats). Les candidatures soumises après la date limite ou par d'autres moyens que l'envoi du formulaire électronique en ligne, seront automatiquement rejetées. Il n'y aura pas d'exception.

¹⁰ La base juridique peut être consultée ici: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013R1295&from=FR>

6.1.2

Lorsqu'il soumet la candidature, le **chef de projet** doit être en mesure de **démontrer l'existence de son entité légale en tant que personne morale** (avec le même nom et le même statut juridique) **depuis au moins deux ans à la date limite de soumission** des candidatures visée dans la section 3 des présentes lignes directrices. Par souci de clarté et dans le cadre de cet appel, la personnalité juridique doit avoir été conférée conformément à la législation applicable dans le pays où elle est enregistrée.

Les personnes physiques ne peuvent prétendre à une subvention dans le cadre du présent appel à propositions, ni en tant que chef de projet, ni en tant que partenaires.

6.1.3

Seules les candidatures d'entités légales établies et officiellement enregistrées **dans les pays suivants** sont éligibles:

1. les États membres de l'Union européenne et les pays et territoires d'outre-mer pouvant participer au programme au titre de l'article 58 de la décision 2001/822/CE du Conseil¹¹;
2. les pays en voie d'adhésion, les pays candidats et les pays candidats potentiels bénéficiant d'une stratégie de préadhésion, conformément aux principes généraux et aux modalités et conditions générales applicables à la participation de ces pays aux programmes de l'UE, tels qu'établis dans les accords-cadres, les décisions des conseils d'association et les accords similaires applicables;
3. les pays de l'AELE qui sont parties à l'accord EEE, conformément aux dispositions de cet accord;
4. la Confédération suisse, sur la base d'un accord bilatéral à conclure avec ce pays;
5. les pays relevant de la politique européenne de voisinage, conformément aux procédures établies avec ces pays selon les accords-cadres prévoyant leur participation à des programmes de l'Union.

Pour les candidats britanniques: Veuillez noter que les critères d'éligibilité doivent être remplis pendant toute la durée de versement de la subvention. Si le Royaume-Uni se retire de l'Union européenne pendant la période de subvention sans conclure avec l'Union un accord garantissant en particulier que les candidats britanniques restent éligibles, vous cesserez de recevoir un financement de l'Union (tout en continuant, si possible, de participer) ou vous serez tenus de quitter le projet sur la base de l'article II.16.3.1, point a), de la convention de subvention.

L'Agence peut sélectionner des propositions émanant de candidats (chef de projet et partenaires) de pays extérieurs à l'Union, à condition qu'à la date de la décision d'attribution, des accords aient été signés et notifiés définissant les modalités de participation de ces pays au programme établi par le règlement susmentionné.

Une liste actualisée des pays éligibles au programme «Europe créative» (répondant aux critères énoncés à l'article 8 du règlement n° 1295/2013) **et des pays susceptibles d'être éligibles dans un avenir proche** (avec lesquels la Commission a entamé des négociations) **est disponible à l'adresse suivante:**

https://eacea.ec.europa.eu/creative-europe/library/eligibility-organisations-non-eu-countries_en

Si le chef de projet ne satisfait pas aux critères d'éligibilité définis au point 6.1, l'ensemble de la demande sera considéré comme non éligible.

¹¹ Décision 2001/822/CE du Conseil du 27 novembre 2001 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté européenne («décision d'association outre-mer») (JO L 314 du 30.11.2001, p. 1).

6.1 Projets éligibles

Selon la taille, les besoins, la nature, les objectifs et les priorités du projet, **les candidats doivent choisir d'introduire leur candidature au titre de la catégorie 1 (projets de coopération à petite échelle) OU de la catégorie 2 (projets de coopération à grande échelle).**

Dans tous les cas, un projet ne peut être soumis qu'au titre d'une seule catégorie.

Veuillez noter que le chef de projet ne peut soumettre **qu'une seule candidature par an au titre d'une seule catégorie, soit la catégorie 1, soit la catégorie 2.** Par conséquent, le chef de projet ne peut pas soumettre deux candidatures dans le cadre du présent appel à propositions.

Un candidat qui soumet une candidature en tant que chef de projet au titre de la catégorie 1 ou de la catégorie 2 peut être partenaire de plusieurs autres projets présentés par un autre chef de projet, au titre de la catégorie 1 ou de la catégorie 2.

Catégorie 1 - Projets de coopération à petite échelle

Cette catégorie inclut les projets qui:

- comprennent **un chef de projet éligible** et au moins **deux autres partenaires éligibles** ayant leur siège officiel dans au moins **trois pays différents** participant au sous-programme «Culture» du programme «Europe créative». Soit le chef de projet, soit l'un des partenaires doit avoir son siège officiel dans l'un des pays visés aux paragraphes 1 ou 3 de la section 6.1.1;
- font l'objet d'une demande de subvention de l'UE ne dépassant pas **200 000 EUR**, soit **60 %** maximum du budget éligible total.

Catégorie 2 - Projets de coopération à grande échelle

Cette catégorie inclut les projets qui:

- comprennent **un chef de projet éligible** et au moins **cinq autres partenaires éligibles** ayant leur siège officiel dans au moins **six pays différents** participant au sous-programme «Culture» du programme «Europe créative». Soit le chef de projet, soit l'un des partenaires doit avoir son siège officiel dans l'un des pays visés aux paragraphes 1 ou 3 de la section 6.1;
- font l'objet d'une demande de subvention de l'UE ne dépassant pas **2 000 000 EUR**, soit **50 %** maximum du budget éligible total.

Une organisation peut être le chef de projet d'UN seul projet Coop 2 en cours bénéficiant d'un soutien. Ceci signifie que dans le cas d'une sélection, un chef de projet d'un projet Coop 2 en cours doit veiller à ce qu'il n'y ait pas de chevauchement de période d'éligibilité entre le projet en cours soutenu et le projet qui fait l'objet de la candidature.

Le programme «Europe créative» ne soutiendra pas les projets à contenu pornographique ou raciste ou faisant l'apologie de la violence.

Aux fins de l'évaluation de l'éligibilité des candidats, les **pièces justificatives suivantes sont requises** (pour plus d'informations voir l'annexe 2):

- **pour une entité privée:** extrait du journal officiel, copie des statuts, extrait du registre de commerce ou des associations, certificat d'assujettissement à la TVA (si, comme c'est le cas dans certains pays, le numéro du registre de commerce et le numéro de TVA sont identiques, un seul des deux documents suffit), statuts;
- **pour une entité publique:** copie de la résolution ou de la décision établissant l'entreprise publique ou autre document officiel établissant l'entité de droit public;

- Le chef de projet remettra la candidature à l'Agence au nom de tous les partenaires. Par conséquent, les candidatures doivent inclure les **lettres de mandat** des organisations partenaires confirmant leur participation (signatures originales ou équivalent exigés);
- Pour les deux catégories de projets de coopération, le projet doit s'appuyer sur un **accord de coopération** conclu entre le chef de projet et les partenaires. L'accord de coopération doit définir toutes les conditions juridiques et financières de la coopération entre les partenaires ainsi que leurs responsabilités opérationnelles dans la mise en œuvre du projet.

6.2 Activités éligibles

Les activités consacrées exclusivement aux secteurs audiovisuels ne sont pas éligibles au titre du sous-programme «Culture». Les activités audiovisuelles peuvent cependant être éligibles, pour autant qu'elles soient complémentaires des activités relatives aux secteurs de la culture et de la création à l'exclusion de l'audiovisuel.

Les activités peuvent débuter, pour les deux catégories de projets, entre le 1^{er} septembre et le 15 décembre 2019 au plus tard.

Toutefois, les activités ne peuvent pas débuter avant la date de signature de la convention de subvention par les deux parties, sauf dans des cas exceptionnels et dûment justifiés¹².

La durée maximale d'un projet est de **48 mois** pour les deux catégories de projets.

Les candidatures relatives à des projets dont la durée prévue est supérieure à celle qui est indiquée dans les présentes lignes directrices ne seront pas considérées comme éligibles.

Aucune extension de la période d'éligibilité au-delà de cette durée maximale ne sera accordée.

Toutefois, si après la signature de la convention et le commencement du projet, le bénéficiaire constate que pour des raisons pleinement justifiées et indépendantes de sa volonté, il lui est impossible de terminer le projet avant la fin de la période prévue, une prolongation exceptionnelle de la période d'éligibilité pourra être accordée. Une prolongation maximale de douze mois sera accordée si elle est demandée avant l'expiration du délai visé dans la convention. La durée maximale sera alors portée à 60 mois.

Seules les demandes qui répondent aux critères d'éligibilité seront prises en considération pour l'attribution éventuelle d'une subvention. Si une candidature est jugée inéligible, une lettre en indiquant les raisons sera adressée au candidat.

7. CRITÈRES D'EXCLUSION

7.1 Exclusion de la participation

L'ordonnateur doit exclure un candidat de la participation aux appels à propositions lorsque ce dernier se trouve dans l'une des situations suivantes:

- (a) il est en état de faillite, fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, il a conclu un concordat préventif, il se trouve en état de cessation d'activités ou dans toute situation

¹² À indiquer dans la partie C.1 du formulaire électronique.

- analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales;
- (b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que le candidat n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale selon le droit du pays où il est établi, celui du pays de l'ordonnateur ou celui du pays où le contrat doit être exécuté;
 - (c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que le candidat a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle il appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, notamment l'une des conduites suivantes:
 - (i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères de sélection, ou dans l'exécution d'un marché, d'une convention de subvention ou d'une décision de subvention;
 - (ii) conclusion d'un accord avec d'autres candidats en vue de fausser la concurrence;
 - (iii) violation de droits de propriété intellectuelle;
 - (iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel de l'Agence lors de la procédure d'attribution;
 - (v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure d'adjudication;
 - (d) il a été établi par un jugement définitif que le candidat est coupable de l'un des faits suivants:
 - (i) fraude, au sens de l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995;
 - (ii) corruption, telle qu'elle est définie à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires de l'Union européenne ou des fonctionnaires des États membres de l'UE, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997, et à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil, ou telle qu'elle est définie dans les dispositions légales du pays où le pouvoir adjudicateur se situe, du pays dans lequel le candidat est établi ou du pays dans lequel le marché doit être exécuté;
 - (iii) participation à une organisation criminelle, telle qu'elle est définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil;
 - (iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme, tels qu'ils sont définis à l'article 1^{er} de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil;
 - (v) infraction terroriste ou infraction liée à des activités terroristes, telles qu'elles sont définies respectivement à l'article 1^{er} et à l'article 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction, telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;
 - (vi) travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains, tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil;
 - (e) le candidat a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché, d'une convention de subvention ou d'une décision de subvention financés par le budget de l'Union, ce qui a conduit à leur résiliation anticipée ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles, ou ces faits ont été découverts à la suite de contrôles, d'audits ou d'enquêtes effectués par un ordonnateur, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ou la Cour des comptes;
 - (f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que le candidat a commis une irrégularité au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil;
 - (g) en cas de faute professionnelle grave, de fraude, de corruption, d'autres infractions pénales, de manquements graves dans l'exécution d'un contrat ou d'irrégularités, le candidat est passible:
 - (i) d'investigations sur les faits établis dans le cadre d'audits ou d'enquêtes menés par la Cour des comptes, l'OLAF ou le service d'audit interne, ou de tout autre contrôle, audit

- ou vérification effectués sous la responsabilité d'un ordonnateur d'une institution de l'UE, d'un office européen, d'une agence ou d'un organe de l'UE;
- (ii) de décisions administratives non définitives, y compris le cas échéant de mesures disciplinaires prises par l'organe de surveillance compétent chargé de vérifier l'application des normes de déontologie professionnelle;
 - (iii) de décisions de la BCE, de la BEI, du Fonds européen d'investissement ou d'organisations internationales;
 - (iv) de décisions de la Commission relatives à la violation des règles de l'Union dans le domaine de la concurrence ou de décisions d'une autorité nationale compétente concernant la violation du droit de l'Union ou du droit national en matière de concurrence;
 - (v) les décisions d'exclusion de l'ordonnateur d'une institution de l'UE, d'un office européen, d'une agence ou d'un organe de l'UE;
- (h) une personne qui est membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance dudit candidat ou qui détient des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de ce candidat (directeur de l'entreprise, membre des organes de direction ou de surveillance, ou détenteur de la majorité des actions) se trouve dans une ou plusieurs des situations visées aux points c) à f) ci-dessus;
 - (i) une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes dudit candidat se trouve dans une ou plusieurs des situations visées aux points a) ou b) ci-dessus.

Si un candidat se trouve dans l'une des situations d'exclusion précédemment énumérées, il doit indiquer les mesures qu'il a prises pour remédier à cette situation, démontrant ainsi sa fiabilité. Ces mesures peuvent être prises au niveau technique ou dans les domaines de l'organisation et du personnel afin d'éviter la répétition d'une telle situation; elles peuvent aussi inclure la réparation des dommages ou le paiement d'amendes. Les preuves documentaires pertinentes démontrant les mesures correctrices prises doivent être annexées à la déclaration. Cela ne s'applique pas aux situations visées au point d) de cette section.

Dans les cas visés aux points c) à f) ci-dessus, en l'absence de jugement définitif ou, le cas échéant, de décision administrative définitive, l'Agence peut exclure un candidat, à titre temporaire, de la participation à un appel à propositions si cette participation constitue une menace grave et imminente pour les intérêts financiers de l'Union.

7.2 Rejet de la procédure d'attribution

L'ordonnateur refusera d'attribuer une subvention à un candidat qui:

- (a) se trouve dans une situation d'exclusion établie conformément à la section 7.1 ci-dessus;
- (b) a présenté de fausses déclarations en ce qui concerne les informations exigées pour participer à la procédure ou n'a pas communiqué ces informations;
- (c) a déjà participé à la préparation d'un appel à propositions, si cela entraîne une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.

L'exclusion de cette procédure et des sanctions administratives (exclusion ou sanction financière) peuvent être infligées aux candidats ou entités affiliées le cas échéant, si l'une des déclarations ou informations transmises et requises dans le cadre de la participation à cette procédure se révélait fausse.

Les candidats doivent être informés que l'Agence peut publier sur son site web les informations suivantes, qui ont trait à l'exclusion et, le cas échéant, à la sanction financière pour les cas visés aux points c), d), e) et f) de la section 7.1¹³:

¹³ Ces informations ne seront pas publiées dans l'une des circonstances suivantes:

- (a) lorsqu'il est nécessaire de préserver la confidentialité d'une enquête ou d'une procédure judiciaire nationale;

- (a) le nom du candidat concerné;
- (b) la situation d'exclusion;
- (c) la durée de l'exclusion et/ou le montant de la sanction financière.

En cas de qualification juridique préliminaire (c'est-à-dire en l'absence de jugement définitif ou de décision administrative définitive), la publication précisera qu'il n'y a pas de jugement définitif ni de décision administrative définitive. En pareil cas, il y a lieu de publier sans tarder les informations relatives à d'éventuels recours du candidat, à leur état d'avancement et à leur issue, ainsi qu'à une éventuelle révision de la décision par l'ordonnateur. Lorsqu'une sanction financière a été infligée, les informations publiées précisent aussi si le montant prévu par cette sanction a été versé.

La décision de publier les informations est prise par l'Agence, à la suite du jugement définitif de la décision administrative définitive ou de la qualification juridique préliminaire en cause, selon le cas. Cette décision prend effet trois mois après sa notification à l'opérateur économique.

Les informations publiées sont retirées dès que l'exclusion a pris fin. En cas de sanction financière, les informations publiées sont retirées six mois après le paiement de cette sanction.

Conformément au règlement (CE) n° 45/2001, lorsqu'il s'agit de données à caractère personnel, l'Agence informe le candidat des droits dont il dispose en vertu des règles applicables régissant la protection des données et des procédures disponibles pour l'exercice de ces droits.

7.3 Pièces justificatives

Les candidats doivent signer une déclaration sur l'honneur attestant qu'ils ne se trouvent pas dans l'une des situations visées aux sections 7.1 et 7.2 ci-dessus; ils doivent remplir le formulaire prévu à cet effet, qui est joint au formulaire de candidature accompagnant l'appel à propositions. Le cas échéant, les pièces justificatives concernées, qui illustrent de manière adéquate toute mesure corrective prise, doivent être jointes en annexe à cette déclaration.

La déclaration est accessible sur la page:

https://eacea.ec.europa.eu/creative-europe/funding/support-european-cooperation-projects-2019_en

Cette obligation peut être remplie de la manière suivante: le coordinateur d'un consortium signe une déclaration pour le compte de tous les candidats et de leurs entités affiliées.

<h2>8. CRITÈRES DE SÉLECTION</h2>
--

Les candidats doivent présenter une déclaration sur l'honneur, complétée et signée, attestant leur capacité financière et opérationnelle à mener à bien les activités proposées.

8.1 Capacité financière

Les candidats doivent disposer de sources de financement stables et suffisantes pour maintenir leur activité durant toute la période d'exécution de l'action ou durant l'année pour laquelle la subvention est accordée et pour participer à son financement. La capacité financière des candidats sera évaluée sur la base des pièces justificatives suivantes, qui seront demandées aux candidats retenus:

-
- (b) lorsque la publication des informations causerait un dommage disproportionné au candidat concerné ou serait à d'autres égards disproportionnée, compte tenu des critères de proportionnalité et du montant de la sanction financière;
 - (c) lorsqu'une personne physique est concernée, sauf si la publication de données à caractère personnel est justifiée à titre exceptionnel, notamment par la gravité de la conduite ou son incidence sur les intérêts financiers de l'Union. En pareil cas, la décision de publier les informations prend dûment en considération le droit au respect de la vie privée et d'autres droits prévus par le règlement (CE) n° 45/2001.

- a) Subventions de faible valeur ($\leq 60\,000$ EUR):
 - une déclaration sur l'honneur du chef de projet
- b) Subventions $> 60\,000$ EUR:
 - une déclaration sur l'honneur du chef de projet
 - le compte de résultat et le bilan du dernier exercice pour lequel les comptes ont été clos (du chef de projet uniquement)
- c) Subventions pour une action $> 750\,000$ EUR:
 - les informations et pièces justificatives mentionnées au point b) ci-dessus et
 - un rapport d'audit établi par un contrôleur des comptes extérieur agréé certifiant les comptes pour le dernier exercice financier disponible

En cas de candidature regroupant plusieurs candidats (groupement), les seuils susmentionnés s'appliqueront à chaque candidat.

Au cours de la procédure, les candidats peuvent être invités à s'inscrire et à fournir un code d'identification du participant (code PIC, numéro à neuf chiffres) qui sert d'identifiant unique pour leur organisation au sein de la liste de participants. Le ou les candidats recevront en temps voulu les instructions pour créer un code PIC.

Lorsque le candidat aura communiqué son code PIC, les services de validation de l'Union européenne (services de validation de l'Agence exécutive pour la recherche) contacteront le candidat (au moyen du système de messagerie intégré dans la liste de participants) et lui demanderont de fournir les pièces justificatives nécessaires pour démontrer l'existence et le statut juridiques ainsi que la capacité financière de l'organisation. Toutes les informations détaillées et les instructions nécessaires seront transmises à l'aide de cette notification distincte.

Si, sur la base des documents produits, l'ordonnateur compétent estime que la capacité financière n'est pas satisfaisante, il peut:

- demander un complément d'information;
- proposer une convention de subvention sans verser de préfinancement;
- proposer une convention de subvention avec un préfinancement échelonné;
- proposer une convention de subvention assortie d'un préfinancement couvert par une garantie bancaire (voir la section 11.4 ci-dessous);
- le cas échéant, exiger la responsabilité financière solidaire de l'ensemble des cobénéficiaires;
- rejeter la candidature.

8.2 Capacité opérationnelle

Les candidats doivent posséder les compétences professionnelles et les qualifications adéquates nécessaires à la réalisation de l'action proposée. À cet égard, les candidats doivent fournir une déclaration sur l'honneur et, si la demande de subvention dépasse 60 000 EUR, les pièces justificatives suivantes:

- le **curriculum vitae ou la description du profil des principaux responsables** de la gestion et de la mise en œuvre du projet **au sein de chaque institution partenaire** (voir la partie B. du document «description détaillée du projet»¹⁴);
- les **rapports d'activité** des organisations (voir annexe 2 de ces lignes directrices);
- une **liste exhaustive des principales activités exécutées par chaque établissement partenaire dans les secteurs culturels et créatifs au cours des deux dernières années** (la

¹⁴ Les candidats doivent s'assurer que la «description détaillée» ne dépasse pas 30 pages au maximum. La partie A du document ne sera pas évaluée au-delà de la limite de pages. Le modèle est disponible à l'adresse suivante: https://eacea.ec.europa.eu/creative-europe/funding/support-european-cooperation-projects-2019_en

description des principales activités doit être fournie dans la partie D du formulaire électronique).

9. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Les candidatures éligibles seront évaluées au regard des critères suivants:

Critères	Définition	Maximum de points
1. Pertinence	Ce critère évalue comment le projet met en œuvre la ou les priorités politique(s) sélectionnée(s) sur la base d'une stratégie justifiée.	30
2. Qualité du contenu et des activités	Ce critère évalue les modalités de mise en œuvre pratique du projet (qualité des activités et des éléments à fournir, méthodologie) et dans quelle mesure les activités sont liées aux objectifs du projet.	30
3. Communication et diffusion	Ce critère évalue l'approche adoptée par le projet pour communiquer à propos de ses activités et résultats, et pour partager ses connaissances et son expérience au sein du secteur et au-delà des frontières. L'objectif consiste à maximiser l'impact des résultats du projet au niveau local, régional, national et européen, et à assurer la durabilité de l'impact au-delà de la durée du projet.	20
4. Qualité du partenariat	Ce critère évalue la mesure dans laquelle la structure et la gestion du projet garantiront la mise en œuvre efficace du projet.	20

Dans la limite du budget disponible, les candidatures ayant obtenu les notes les plus élevées au titre de chaque catégorie seront retenues. Par conséquent, chacune des deux catégories définies dans les présentes lignes directrices peut présenter un seuil de sélection différent.

Dans tous les cas et pour les deux catégories de projets (projets de coopération à petite échelle et à grande échelle), pour être éligibles à un financement, les propositions doivent obtenir un seuil de qualité minimal de 75/100 points.

1. Pertinence (30)

Ce critère évalue la façon dont le projet contribuera, sur la base des priorités du programme visées à la section 2 des présentes lignes directrices, à renforcer la professionnalisation du secteur et sa capacité à opérer au niveau transnational et international, à encourager la circulation transnationale des œuvres culturelles et créatives et la mobilité des artistes, à atteindre de nouveaux publics et à améliorer l'accès aux œuvres culturelles et créatives, à favoriser le dialogue interculturel contribuant à l'intégration sociale des migrants et des réfugiés, et à sensibiliser au fait que le patrimoine culturel européen constitue un bien commun. À cette fin, le projet doit comprendre une stratégie justifiée pour mettre en œuvre la ou les priorité(s) du programme formulée(s) à la section 2, en répondant aux questions suivantes:

- Quelle est la pertinence de la stratégie du projet pour mettre en œuvre **une ou plusieurs** des priorités suivantes considérées comme des moyens essentiels de réalisation des objectifs du sous-programme:
 - mobilité transnationale des artistes et des professionnels
 - développement des publics

- renforcement des capacités en vue de s'adapter à la transition numérique et d'encourager l'utilisation de technologies numériques
 - renforcement des capacités en vue d'améliorer les compétences commerciales
 - renforcement des capacités en vue d'acquérir de nouvelles compétences et d'améliorer les possibilités d'insertion professionnelle
 - dialogue interculturel en vue de l'intégration sociale des migrants et des réfugiés
 - héritage de l'Année européenne du patrimoine culturel 2018 dans la perspective de l'appartenance à un espace européen commun
- Dans quelle mesure les stratégies proposées pour atteindre la ou les priorité(s) ci-dessus, que le projet s'efforce de mettre en œuvre, sont-elles convaincantes, clairement définies et cohérentes?
 - S'il y a lieu, qu'est-ce qui est innovant dans le projet par rapport à l'état de l'art (approche innovante de la création, public, modèles commerciaux, etc.)?
 - Quelle est la valeur ajoutée européenne¹⁵ du projet? Dans quelle mesure le projet est-il complémentaire des autres actions culturelles mises en œuvre au niveau national, régional ou local?
 - Quel est l'impact du projet escompté à court, moyen et long termes?
 - Quelle stratégie est proposée pour garantir la durabilité au-delà de la durée du projet¹⁶?
 - S'il y a lieu, comment le projet favorisera-t-il le travail des artistes et des opérateurs culturels, leur création, leurs productions, leur mobilité, leur formation et leur emploi?

2. Qualité du contenu et des activités (30)

Ce critère évalue les modalités de mise en œuvre pratique du projet (qualité des activités et des éléments à fournir, répartition du travail) et dans quelle mesure les activités sont liées aux objectifs du projet.

- Dans quelle mesure les activités sont-elles concrètes, bien définies et cohérentes avec les objectifs et les stratégies du projet?
- Quels sont les besoins des groupes cibles présentés et dans quelle mesure sont-ils clairement liés aux objectifs et aux activités du projet?
- Quelle est la méthodologie de mise en œuvre des activités et dans quelle mesure sont-elles pertinentes?
- Y a-t-il des résultats concrets et bien définis (aboutissements¹⁷) du projet et des éléments à fournir (production¹⁸)? Dans quelle mesure sont-ils appropriés par rapport aux objectifs généraux du projet?
- Une évaluation qualitative et quantitative des résultats escomptés (aboutissement) est-elle prévue et dans quelle mesure est-elle claire et appropriée?
- Dans quelle mesure l'affectation du budget et des ressources humaines est-elle appropriée aux activités menées dans le cadre du projet?
- Dans quelle mesure le calendrier de mise en œuvre des activités du projet est-il clair et réaliste?

3. Communication et diffusion (20)

Ce critère évalue l'approche adoptée par le projet pour communiquer à propos de ses activités et diffuser les résultats, et pour partager ses connaissances et son expérience avec le secteur et

¹⁵ *La valeur ajoutée européenne* s'ajoute à la valeur créée par les actions d'États membres individuels. Elle peut découler de divers facteurs, par exemple une coordination efficace, une sécurité juridique, une plus grande efficacité ou des complémentarités. Elle reflète une plus grande pertinence et importance de l'action au niveau européen en vue de présenter des modèles et des mécanismes applicables non seulement au niveau régional ou national, mais aussi au niveau de l'UE dans son ensemble.

¹⁶ La *durabilité* est la capacité du projet à se poursuivre et à utiliser ses résultats au terme de la période de financement.

¹⁷ *Aboutissement*: valeur ajoutée non tangible - telle qu'une plus grande prise de conscience, un renforcement des compétences, des connaissances acquises - obtenue par la réalisation des objectifs du projet.

¹⁸ *Production*: produit tangible et quantifiable réalisé par un projet donné.

au-delà des frontières. L'objectif consiste à maximiser l'impact des résultats du projet au niveau local, régional, national et européen, afin que cet impact s'étende au-delà de la durée du projet.

- Dans quelle mesure la stratégie de communication¹⁹ externe du projet est-elle claire et appropriée, notamment les objectifs, les groupes cibles, les outils, les voies de communication, les médias, l'impact et le calendrier?
- Comment la stratégie de communication du projet peut-elle contribuer à la visibilité de l'Union européenne et de ses valeurs?
- Dans quelle mesure la stratégie de diffusion²⁰ mise en place par le partenariat est-elle pertinente et appropriée?
- Comment la stratégie de diffusion fournira-t-elle des informations sur les résultats du projet au secteur et au-delà des frontières? Quel est l'impact de la stratégie de diffusion en termes de portée (à l'échelle locale, régionale, nationale et européenne) et d'étendue (après la fin du projet)?

4. Qualité du partenariat (20)

Ce critère évalue la mesure dans laquelle la structure et la gestion du projet garantiront la mise en œuvre efficace du projet.

- Comment le partenariat est-il organisé et expliqué? Sa structure est-elle pertinente pour le projet?
- Comment la coopération garantira-t-elle la mise en œuvre efficace des activités et des objectifs du projet? Dans quelle mesure garantit-elle la participation active de tous les partenaires en fonction de leurs capacités et de leur domaine d'expertise spécifique, et une répartition claire des tâches entre eux?
- Dans quelle mesure l'inclusion de partenaires de diverses origines géographiques est-elle bénéfique pour ce partenariat, le projet et ses objectifs?
- Uniquement pour les projets impliquant un partenariat avec une ou plusieurs organisation(s) établie(s) dans les pays visés aux points 2 et 5 de la section 6.1.1 des présentes lignes directrices:
Dans quelle mesure le partenariat avec des opérateurs qui se trouvent hors de l'UE reflète-t-il le concept du rôle de la culture dans les relations extérieures de l'UE, tel qu'il est formulé dans le nouvel agenda européen de la culture?

10. DISPOSITIONS JURIDIQUES

En cas de subvention accordée par l'Agence, une convention de subvention, établie en euros et précisant les conditions et le niveau de financement, sera envoyée au chef de projet, accompagnée de la procédure à suivre pour formaliser les obligations des parties.

Deux copies de la convention de subvention originale doivent être signées en premier lieu par le chef de projet au nom de tous les partenaires du projet (le chef de projet et les partenaires sont également dénommés «les bénéficiaires») et doivent être retournées à l'Agence immédiatement. L'Agence est la dernière partie signataire.

Veillez noter que l'octroi d'une subvention ne confère aucun droit pour les années suivantes.

¹⁹ **Communication:** englobe des activités d'information et de promotion à des fins de sensibilisation et de renforcement de la visibilité extérieure des activités du projet.

²⁰ **Diffusion:** processus planifié de communication d'informations sur les résultats du projet. Elle se fait à mesure que le résultat du projet et de ses activités deviennent disponibles. Celle-ci doit préciser pourquoi, comment, quand, à qui et où diffuser quels résultats, à la fois pendant et après la période de financement.

11. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

11.1 Principes généraux

a) Non-cumul

Une même action ne peut recevoir qu'une seule subvention du budget de l'Union.

En aucun cas les mêmes coûts ne peuvent être financés deux fois par le budget de l'Union. Afin de garantir le respect de cette disposition, les candidats indiquent sur le formulaire de candidature les sources et montants des financements de l'Union dont ils bénéficient ou demandent à bénéficier pour la même action, une partie de ladite action ou son fonctionnement au cours du même exercice, ainsi que tout autre financement dont ils bénéficient ou demandent à bénéficier pour la même action.

b) Non-rétroactivité

La subvention rétroactive d'actions déjà achevées est exclue.

La subvention d'actions déjà entamées ne peut être octroyée que dans les cas où le candidat peut démontrer la nécessité de commencer l'action avant la signature de la convention de subvention.

Dans de tels cas, les dépenses éligibles à un financement ne pourront être engagées avant la date de dépôt de la demande de subvention.

c) Cofinancement

Le cofinancement signifie que les ressources nécessaires pour exécuter l'action ne peuvent pas provenir entièrement de la subvention de l'Union.

Le cofinancement de l'action peut prendre les formes suivantes:

- ressources propres du bénéficiaire,
- recettes provenant de l'action,
- contributions financières provenant de tiers.

d) Budget équilibré

Le budget prévisionnel de l'action doit être joint au formulaire de candidature. Il doit être équilibré en dépenses et en recettes; c'est-à-dire que le total des dépenses doit être égal au total des recettes, y compris la subvention demandée auprès de l'Agence.

Le budget doit être libellé en euros.

Les candidats qui prévoient que les coûts ne seront pas encourus en euros doivent utiliser le taux de change publié sur le site web InforEuro, à l'adresse suivante:

http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/inforeuro/inforeuro_fr.cfm

à la date de publication du présent appel à propositions.

e) Contrats de mise en œuvre/sous-traitance

Lorsque la mise en œuvre de l'action nécessite l'attribution de marchés publics de biens, de travaux ou de services (contrats de mise en œuvre), les bénéficiaires doivent lancer un appel d'offres auprès de contractants potentiels et attribuer le contrat à l'offre qui présente le meilleur rapport qualité-prix, ou, le cas échéant, le prix le plus bas, en prenant soin d'éviter les conflits d'intérêts et de conserver les pièces justificatives dans l'éventualité d'un audit.

Si le contrat de sous-traitance dépasse 60 000 EUR, les bénéficiaires doivent se conformer aux règles spéciales visées dans la convention de subvention jointe à l'appel. En outre, les bénéficiaires sont censés documenter clairement la procédure d'appel d'offres, soumettre une copie des documents concernés avec le rapport final à la fin de l'action et conserver les pièces justificatives dans l'éventualité d'un audit.

Les entités, en leur qualité de pouvoirs adjudicateurs au sens de la directive 2014/24/UE ou d'entités adjudicatrices au sens de la directive 2014/25/UE, observent les règles nationales en vigueur en matière de passation de marchés publics.

La sous-traitance, c'est-à-dire l'externalisation de tâches ou d'activités spécifiques qui font partie de l'action décrite dans la proposition et qui ne peuvent pas être exécutées par le bénéficiaire lui-même, doit satisfaire aux conditions applicables à tout contrat de mise en œuvre (comme indiqué ci-dessus) et répondre en outre aux conditions suivantes:

- a) la sous-traitance ne porte pas sur des tâches essentielles de l'action;
- b) le recours à la sous-traitance est justifié au regard de la nature de l'action et des mesures nécessaires à sa réalisation;
- c) les coûts estimés de la sous-traitance sont clairement identifiables dans le budget prévisionnel;
- d) tout recours à la sous-traitance, s'il n'est pas prévu dans la description de l'action, est communiqué par le bénéficiaire et approuvé par l'Agence. L'Agence peut donner son accord:
 - (i) avant tout recours à la sous-traitance, si les bénéficiaires demandent un avenant;
 - (ii) après le recours à la sous-traitance si celle-ci:
 - est spécifiquement justifiée dans le rapport technique périodique ou final;
 - n'entraîne pas de changements à la convention de subvention susceptibles de remettre en cause la décision d'attribution de la subvention ou de nuire à l'égalité de traitement entre candidats;
- e) les bénéficiaires veillent à ce que certaines conditions qui leur sont applicables, énumérées dans la convention de subvention (par exemple la visibilité, la confidentialité, etc.), soient également applicables aux sous-traitants.

La sous-traitance concerne uniquement les activités d'appui. Les bénéficiaires demeurent juridiquement et financièrement responsables de l'action. Les bénéficiaires demeurent responsables de la conception et de l'élaboration de l'action, de la réalisation de ses objectifs, de la mise en œuvre des activités et de l'utilisation des outils appropriés.

f) Soutien financier à des tiers

Les candidatures peuvent prévoir l'apport d'un soutien financier à des tiers. La candidature doit inclure:

- i. une liste exhaustive des types d'activités pour lesquelles un tiers peut recevoir un soutien financier,
- ii. la définition des types de personnes ou catégories de personnes pouvant bénéficier d'un soutien financier,
- iii. les critères pour l'attribution d'un soutien financier,
- iv. le montant maximal à attribuer à chaque tiers et les critères pour déterminer ce montant.

Le montant du soutien financier par tiers ne doit pas dépasser 60 000 EUR et est limité exclusivement aux prix ou bourses.

11.2 Formes de financement

Les subventions financées par le remboursement des coûts éligibles, combiné au forfait couvrant les frais généraux, sont calculées sur la base d'un budget prévisionnel détaillé, indiquant clairement les coûts éligibles à un financement de l'Union.

➤ Montant maximal demandé

La subvention de l'UE est limitée à un taux de cofinancement de 60 % du total des coûts éligibles pour la catégorie 1 (projets de coopération à petite échelle), à un taux de cofinancement de 50 % du total des coûts éligibles pour la catégorie 2 (projets de coopération à petite échelle).

Par conséquent, une partie des dépenses totales éligibles prises en compte dans le budget prévisionnel doit être financée à partir de sources autres que la subvention de l'Union.

Le montant de la subvention ne peut excéder les coûts éligibles ni le montant demandé. Les montants sont indiqués en euros.

Le fait que l'Agence accepte une demande de subvention ne signifie pas qu'elle s'engage à octroyer une subvention de l'UE égale au montant demandé par le bénéficiaire.

➤ Coûts éligibles

Les coûts éligibles sont les coûts réellement encourus par le bénéficiaire d'une subvention, qui remplissent les critères suivants:

- ils sont engagés pendant la durée de l'action précisée dans la convention de subvention, à l'exception des coûts relatifs aux rapports finaux et aux certificats.
La période d'éligibilité des coûts débutera à la date précisée dans la convention de subvention. Si un bénéficiaire peut prouver la nécessité de lancer l'action avant la signature de la convention, des dépenses pourront être autorisées avant l'attribution de la subvention. La période d'éligibilité des coûts ne pourra en aucun cas débiter avant la date de dépôt de la demande de subvention (voir la section 11.1b);
- ils sont mentionnés dans le budget prévisionnel global de l'action;
- ils sont liés à l'action subventionnée et nécessaires à sa réalisation;
- ils sont identifiables et vérifiables, et sont notamment inscrits dans la comptabilité du bénéficiaire et déterminés conformément aux normes comptables applicables du pays dans lequel le bénéficiaire est établi, ainsi qu'aux pratiques habituelles du bénéficiaire en matière de comptabilité analytique;
- ils satisfont aux dispositions de la législation fiscale et sociale applicable;
- ils sont raisonnables, justifiés et respectent les exigences de bonne gestion financière, notamment en ce qui concerne l'économie et l'efficacité.

Les procédures de comptabilité et de contrôle internes du candidat doivent permettre un rapprochement direct des coûts et recettes déclarés au titre de l'action avec les états comptables et les pièces justificatives correspondants.

Coûts directs éligibles

Les coûts directs éligibles de l'action sont les coûts qui, **dans le respect des conditions d'éligibilité précitées**, peuvent être identifiés comme étant des coûts spécifiques de l'action directement liés à sa réalisation et peuvent donc lui être imputés directement, tels les coûts suivants:

- les coûts du personnel sous contrat de travail avec le candidat ou dans le cadre d'un acte de nomination équivalent, et affecté à l'action, y compris les salaires proprement dits ainsi que les cotisations sociales et les autres coûts légaux inclus dans sa rémunération, pour autant que ces coûts soient conformes à la politique habituelle en matière de rémunération du candidat ou, **le cas échéant, de ses partenaires. NB: ces coûts doivent être les coûts réels encourus par les bénéficiaires. Les frais de personnel des autres organisations sont éligibles uniquement s'ils sont payés directement ou remboursés par les bénéficiaires. Les frais de personnel doivent être conformes aux activités et proportionnés au budget.**

Ces coûts peuvent inclure une rémunération supplémentaire, y compris des paiements sur la base de contrats supplémentaires, quelle que soit leur nature, pour autant qu'ils soient payés d'une manière cohérente chaque fois qu'un même travail ou qu'une même expertise est requis et indépendamment de la source de financement utilisée;

Les coûts salariaux correspondants du personnel des administrations nationales sont éligibles dans la mesure où ils sont liés au coût des activités que l'autorité publique compétente ne mènerait pas si le projet considéré n'était pas entrepris;

- les frais de séjour (pour les réunions, y compris les réunions de lancement le cas échéant, les conférences européennes, etc.), sous réserve que ces frais soient conformes aux pratiques habituelles du bénéficiaire;
- les frais de voyage (pour les réunions, y compris les réunions de lancement le cas échéant, les conférences européennes, etc.), sous réserve que ces frais soient conformes aux pratiques habituelles du bénéficiaire;
- le coût d'amortissement des biens d'équipement (neufs ou d'occasion), seule la part d'amortissement du bien d'équipement correspondant à la durée de l'action et à son taux d'utilisation effective aux fins de l'action peut être prise en compte par l'Agence, **sauf si la nature et/ou le contexte d'utilisation du bien justifie une prise en charge différente par l'Agence**;
- les coûts des matériels consommables et des fournitures, pour autant qu'ils soient identifiables et affectés à l'action;
- les coûts découlant d'autres contrats passés par le bénéficiaire ou ses partenaires aux fins de la réalisation de l'action, pour autant que les conditions prévues dans la convention de subvention soient respectées;
- les coûts de soutien financier aux tiers pour autant que les conditions établies dans la convention de subvention soient remplies;
- les coûts découlant directement des conditions requises pour la réalisation de l'action (diffusion d'informations, évaluation spécifique de l'action, traductions, reproduction, etc.),
- les coûts liés à une garantie de préfinancement offerte par les bénéficiaires de la subvention lorsqu'une telle garantie est nécessaire;
- les coûts liés aux audits externes, le cas échéant, à l'appui des demandes de paiement;
- la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) non déductible pour toutes les activités qui ne relèvent pas des autorités publiques au sein des États membres de l'UE.

Coûts indirects éligibles (frais généraux)

Un montant forfaitaire, égal à 7 % des coûts directs éligibles de l'action, sera accepté au titre des coûts indirects, représentant les frais administratifs généraux des bénéficiaires pouvant être considérés comme affectés à l'action.

Les coûts indirects ne peuvent inclure des coûts imputés à une autre ligne budgétaire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, pour les organisations qui bénéficient d'une subvention de fonctionnement, les coûts indirects ne sont plus éligibles au titre d'actions spécifiques.

➤ Coûts non éligibles

Les coûts suivants sont considérés comme non éligibles:

- la rémunération du capital;
- les dettes et la charge de la dette;
- les provisions pour pertes ou dettes;
- les intérêts débiteurs;
- les créances douteuses;
- les pertes de change;
- les frais imputés par la banque du bénéficiaire sur les virements réalisés par l'Agence,

- les coûts déclarés par un bénéficiaire dans le cadre d'une autre action bénéficiant d'une subvention de l'Union européenne. En particulier, les coûts indirects ne sont pas éligibles dans le cadre d'une subvention à l'action octroyée à un bénéficiaire qui reçoit déjà, au cours de la période considérée, une subvention de fonctionnement financée par le budget de l'Union;
- les contributions en nature;
- les dépenses démesurées ou inconsidérées.

➤ **Calcul du montant final de la subvention – pièces justificatives**

Le montant final de la subvention qui sera attribué aux bénéficiaires est établi une fois l'action terminée, après validation de la demande de paiement contenant les documents suivants:

- un rapport final fournissant des informations sur la mise en œuvre et les résultats de l'action;
- l'état financier définitif des coûts réellement supportés;
- Pour la catégorie 1, projets de coopération à petite échelle:
 - Dans le cas des subventions à l'action égales ou inférieures à 60 000 EUR, le bénéficiaire est tenu de soumettre l'échantillon de pièces justificatives suivant:

Poste/ligne budgétaire	Pièce à joindre au rapport financier final
Personnel	Sélectionnez la valeur la plus élevée parmi les deux conditions ci-dessous:
	<div style="display: flex; align-items: center; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 40%;"> Les trois montants les plus élevés en matière de frais de personnel consolidés (coûts des membres du personnel) pour toute la période d'éligibilité </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 10%; text-align: center;"> OU </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 40%;"> 5 % de tous les coûts déclarés à ce poste </div> </div>
Sous-traitance	Les trois contrats de sous-traitance les plus onéreux
Frais de déplacement et de séjour	25 % des coûts les plus élevés déclarés à ce poste

Exemples de documents sous-jacents à soumettre pour étayer le paiement final:

1) Coûts du personnel: contrats de travail (ou documents équivalents), fiches de paie (ou reçus relatifs à la rémunération), preuves de paiement (le cas échéant) et, si prévues par l'appel d'offres, les fiches de présence ou tout document équivalent montrant le travail de la main-d'œuvre (c.-à-d. le nombre de jours de travail);

2) Sous-traitance: devis (le cas échéant), contrats, factures et preuves de paiement;

3) Frais de déplacement et de séjour: copie des tickets et titres de transport, factures des hôtels (et preuves de paiement).

- Dans tous les autres cas (projets de la catégorie 1, projets de coopération à petite échelle):

Le bénéficiaire est tenu de remettre, afin de justifier le paiement final, un «rapport d'observations factuelles concernant le rapport financier final - type I» rédigé par un auditeur agréé ou, dans le cas d'un organisme public, par un agent public qualifié et indépendant.

Les procédures et le format que doit respecter l'auditeur agréé ou, dans le cas d'un organisme public, l'agent public qualifié et indépendant, sont spécifiés dans les «notes d'orientation» à l'adresse suivante: https://eacea.ec.europa.eu/sites/eacea-site/files/annex_iii_guidance_notes_audit_type_i_03-2014_fr.pdf

L'utilisation du modèle de rapport établi par les «notes d'orientation» est obligatoire.

- Pour la catégorie 2, projets de coopération à grande échelle:

Le bénéficiaire est tenu de remettre, afin de justifier le paiement final, un «rapport d'observations factuelles concernant le rapport financier final - type II» rédigé par un auditeur agréé ou, dans le cas d'un organisme public, par un agent public qualifié et indépendant. Ce document certifie, conformément à une méthode agréée par l'Agence, que les coûts déclarés par le bénéficiaire dans les états financiers sur lesquels s'appuie la demande de paiement sont réels, comptabilisés avec exactitude et éligibles conformément aux dispositions de la convention de subvention.

Les procédures et le format que doit respecter l'auditeur agréé ou, dans le cas d'un organisme public, l'agent public qualifié et indépendant, sont spécifiés dans les «notes d'orientation» à l'adresse suivante: https://eacea.ec.europa.eu/sites/eacea-site/files/annex_iv_guidance_notes_audit_type_ii_03-2014_en.pdf

L'utilisation du modèle de rapport établi par les «notes d'orientation» est obligatoire.

Si les coûts éligibles réellement supportés par le bénéficiaire sont moins élevés que prévu, l'Agence applique le taux de cofinancement indiqué dans la convention de subvention aux dépenses effectivement supportées.

Si une activité prévue dans la candidature jointe à la convention de subvention n'est pas menée à bien, ou l'est de manière manifestement insuffisante, ou si les informations requises dans la convention de subvention ne sont pas fournies, la subvention définitive sera réduite en conséquence.

Règle du non-profit

Les subventions de l'Union ne peuvent avoir pour finalité ou effet de générer un quelconque bénéfice dans le cadre de l'action du bénéficiaire. **Le profit se définit comme un excédent des recettes par rapport aux coûts éligibles supportés par le bénéficiaire, lorsque la demande de paiement du solde est soumise.** À cet égard, lorsqu'un profit est réalisé, l'Agence a le droit de recouvrer un pourcentage du profit correspondant à la contribution de l'Union aux coûts éligibles réellement engagés par le bénéficiaire pour réaliser l'action.

11.3 Modalités de paiement

Si les exigences de capacités financières sont satisfaites, les paiements seront effectués comme suit:

Pour la catégorie 1, projets de coopération à petite échelle:

- un préfinancement correspondant à 70 % du montant de la subvention sera versé au bénéficiaire dans les 30 jours à compter de la date à laquelle la convention aura été signée par la dernière des deux parties, pour autant que toutes les garanties requises aient été reçues.

Pour la catégorie 2, projets de coopération à grande échelle:

- un préfinancement correspondant à 40 % du montant de la subvention sera versé au bénéficiaire dans les 30 jours à compter de la date à laquelle la convention aura été signée par la dernière des deux parties, pour autant que toutes les garanties requises aient été reçues.

- un second préfinancement correspondant à 40 % du montant de la subvention sera effectué dans les 60 jours à compter de la réception par l'Agence du rapport d'avancement sur la mise en œuvre de l'action. Ce second versement de préfinancement ne pourra intervenir qu'après utilisation d'au moins

70 % du montant du préfinancement précédent. Lorsque la consommation du préfinancement précédent est inférieure à 70 %, le montant du nouveau versement de préfinancement est diminué de la part non utilisée du versement de préfinancement initial.

L'Agence arrêtera le montant du paiement final à verser au bénéficiaire sur la base du calcul du montant final de la subvention (voir la section 11.2 ci-dessus). Si le montant total des versements anticipés est supérieur au montant final de la subvention, le bénéficiaire sera tenu de rembourser le montant excédentaire déjà versé par la Commission au moyen d'un ordre de recouvrement.

11.4 Garantie de préfinancement

Dans le cas où la capacité financière du candidat n'est pas satisfaisante, une garantie de préfinancement d'un montant pouvant atteindre celui du préfinancement peut être demandée afin de limiter les risques financiers liés au versement de ce dernier.

La garantie financière, libellée en euros, est fournie par un établissement bancaire ou financier agréé établi dans l'un des États membres de l'Union européenne. Lorsque le bénéficiaire est établi dans un pays tiers, l'ordonnateur compétent peut accepter qu'un organisme bancaire ou financier établi dans ce pays tiers fournisse une telle garantie s'il estime que cette dernière présente des assurances et des caractéristiques équivalentes à celles délivrées par un organisme bancaire ou financier établi dans un État membre. Les sommes bloquées sur des comptes bancaires ne sont pas acceptées comme garanties financières.

Cette garantie peut être remplacée par une caution solidaire d'un tiers, ou par la caution solidaire des bénéficiaires d'une action parties à la même convention de subvention.

La garantie est libérée au fur et à mesure de l'apurement du préfinancement, en déduction des paiements intermédiaires ou des paiements de solde au bénéficiaire, selon les conditions prévues dans la convention de subvention.

Cette exigence ne s'applique pas:

- aux organismes publics et aux organisations internationales de droit public établis par des accords intergouvernementaux, aux agences spécialisées créées par ces organisations, au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ou à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge,
- les bénéficiaires qui ont conclu un contrat-cadre de partenariat peuvent également être dispensés de cette obligation.

12. PUBLICITÉ

12.1 Par les bénéficiaires

Les bénéficiaires doivent mentionner clairement la contribution de l'Union européenne dans toute publication, ou en liaison avec les activités pour lesquelles la subvention est utilisée.

À cet égard, les bénéficiaires sont tenus de faire apparaître de manière bien visible le nom et l'emblème de la Commission européenne sur l'ensemble de leurs publications, affiches, programmes et autres produits réalisés dans le cadre du projet cofinancé.

Ils doivent à cette fin utiliser le texte, l'emblème et la clause de non-responsabilité disponibles à l'adresse suivante: https://eacea.ec.europa.eu/a-propos-de-l-eacea/identite-visuelle_fr

Si cette disposition n'est pas pleinement respectée, les bénéficiaires peuvent voir leur subvention réduite, conformément aux dispositions de la convention de subvention.

12.2 Par l'Agence et/ou la Commission

À l'exception des bourses versées aux personnes physiques et des autres aides directes versées aux personnes physiques les plus démunies, toutes les informations relatives aux subventions allouées au cours d'un exercice financier sont publiées sur le site internet des institutions de l'Union européenne, au plus tard le 30 juin de l'année suivant la clôture de l'exercice budgétaire dans le cadre duquel les subventions ont été attribuées.

L'Agence et/ou la Commission européenne publieront les informations suivantes:

- le nom du bénéficiaire,
- la localité du bénéficiaire: l'adresse du bénéficiaire lorsqu'il est une personne morale, la région lorsqu'il est une personne physique, définie au niveau NUTS ²¹ s'il est domicilié au sein de l'Union, ou à un niveau équivalent s'il est domicilié en dehors de l'Union,
- le montant octroyé,
- la nature et l'objet de la subvention.

À la demande motivée et dûment justifiée du bénéficiaire, il est renoncé à la publication si la divulgation des informations susmentionnées est de nature à mettre en péril les droits et libertés des personnes concernées (qui sont protégés par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne) ou à porter préjudice aux intérêts commerciaux des bénéficiaires.

12.3 Communication et diffusion

Afin d'optimiser leurs effets, les projets doivent refléter une stratégie claire et forte en matière de communication et de diffusion de leurs activités et résultats, et les candidats doivent consacrer suffisamment de temps et de ressources à établir une communication et des relations appropriées avec leurs pairs, le public et les communautés locales le cas échéant.

Les bénéficiaires sont tenus, comme indiqué dans la convention de subvention, de produire un résumé/rapport public en langue anglaise fournissant des informations sur leur travail et sur les résultats de leur projet. Le résumé/rapport public doit être inclus dans le rapport final soumis à l'Agence; une fois approuvé, il sera transféré et automatiquement publié sur la plate-forme de diffusion gérée par la Commission européenne (<http://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/projects/>). Ce rapport peut être utilisé par la Commission pour fournir des informations sur les résultats des projets. De plus, les bénéficiaires seront en mesure de télécharger les résultats du projet vers la plateforme de diffusion.

La Commission européenne, en collaboration avec l'Agence, peut recenser des bonnes pratiques et préparer des supports de diffusion adaptés à partager au sein des pays participants, entre eux et au-delà de leurs frontières.

Les données et les résultats des projets seront mis gratuitement à disposition pour être utilisés par les parties prenantes, les responsables politiques et d'autres acteurs, sous de nombreuses formes différentes.

Les bénéficiaires peuvent être tenus d'assister et de participer aux événements organisés par la Commission européenne ou l'Agence, et de partager leur expérience avec d'autres participants et/ou des responsables politiques.

Il convient de remarquer que si ces exigences ne sont pas pleinement respectées, les bénéficiaires verront leur subvention réduite conformément aux dispositions de la convention de subvention.

²¹ Journal officiel de l'Union européenne L 39 du 10 février 2007.

13. PROTECTION DES DONNÉES

Toutes les données à caractère personnel (noms, adresses, C.V., etc.) seront traitées conformément au règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données.²²

À moins qu'elles ne soient expressément facultatives, les réponses fournies par le candidat aux questions figurant dans le formulaire de candidature sont nécessaires à l'évaluation et à la poursuite du traitement de la demande de subvention conformément aux spécifications de l'appel à propositions. Les données à caractère personnel seront traitées à cette seule fin par le département ou l'unité responsable du programme de subvention de l'Union européenne concerné (entité agissant en tant que responsable du traitement des données). Les données à caractère personnel peuvent être communiquées à des tiers impliqués dans l'évaluation des candidatures ou dans la procédure de gestion des subventions sur la base du principe du «besoin d'en connaître», sans préjudice du transfert de données à des organismes chargés de tâches de contrôle et d'inspection conformément au droit de l'Union européenne. En particulier, afin de sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, des données à caractère personnel peuvent être transmises à des services d'audit interne, à la Cour des comptes européenne, à l'instance spécialisée en matière d'irrégularités financières ou à l'Office européen de lutte antifraude, et entre les ordonnateurs de la Commission et les agences exécutives. Le candidat dispose d'un droit d'accès aux données le concernant et d'un droit de rectification de ces données. Pour toute question relative à ces données, veuillez prendre contact avec le responsable du traitement. Le candidat a le droit de saisir à tout moment le Contrôleur européen de la protection des données. Une déclaration de confidentialité détaillée, comprenant les coordonnées des personnes à contacter, est disponible sur le site web de l'EACEA à l'adresse suivante:

https://eacea.ec.europa.eu/sites/eacea-site/files/privacy_statement-eacea_grants.pdf

Les candidats et, s'il s'agit de personnes morales, les membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance dudit candidat ou les personnes détenant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de ce candidat, ou les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes dudit candidat, doivent savoir que leurs données à caractère personnel (nom, prénom s'il s'agit d'une personne physique, adresse, statut légal et nom et prénom des personnes détenant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, s'il s'agit d'une personne morale) peuvent être enregistrées dans le Système de détection rapide et d'exclusion (EDES) par l'ordonnateur de l'Agence, s'ils se trouvent dans l'une des situations mentionnées dans le règlement (UE, Euratom) n° 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du jeudi 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 PE/13/2018/REV/1 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1–222).

14. PROCÉDURE DE SOUMISSION ET DE SÉLECTION DES CANDIDATURES

14.1 Publication

Le présent appel à propositions est publié au Journal officiel de l'Union européenne et sur le site internet de l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» (EACEA) à l'adresse suivante:

https://eacea.ec.europa.eu/creative-europe/funding/support-european-cooperation-projects-2019_en

²² Journal officiel L 8 du 12.1.2001.

14.2 Inscription sur le portail des participants

Avant de soumettre une candidature électronique, les candidats (chef de projet et partenaires) doivent inscrire leur organisation sur le Portail des participants de l'éducation, de l'audiovisuel, de la culture, de la citoyenneté et du bénévolat afin de recevoir un code identifiant du participant (PIC, *Participant Identification Code*). Le PIC sera demandé dans le formulaire de candidature.

Le portail des participants est l'outil utilisé pour la gestion de toutes les informations juridiques et financières liées aux organisations. Les informations relatives aux procédures d'enregistrement sont disponibles sur le portail à l'adresse suivante: <http://ec.europa.eu/education/participants/portal>.

Cet outil permet également aux candidats de mettre en ligne différents documents liés à leur organisation. Ces documents doivent être téléchargés une seule fois et ne seront plus demandés lors de candidatures ultérieures de la même organisation.

Les informations relatives aux pièces justificatives qui doivent être téléchargées sur le portail sont disponibles à l'annexe 2 et dans le guide à l'intention des candidats à l'adresse: https://eacea.ec.europa.eu/creative-europe/funding/support-european-cooperation-projects-2019_en.

14.3 Soumission de la demande de subvention

Les candidatures doivent être soumises conformément aux critères d'admissibilité énoncés à la section 5 et reçues avant la date limite indiquée à la section 3: **11 décembre 2018 avant 12 heures HEC/HAEC (midi, heure de Bruxelles)**.

Les candidatures doivent être soumises en utilisant le système de candidature en ligne. Les demandes de subvention doivent être rédigées dans l'une des langues officielles de l'Union européenne au moyen du formulaire de candidature en ligne (eForm) spécialement conçu à cet effet.

Les candidats sont priés de se connecter sur <https://eacea.ec.europa.eu/PPMT/> et de suivre la procédure pour le dépôt des candidatures. Le formulaire de candidature en ligne (eForm) peut être obtenu sur le même lien ci-dessus.

Les candidats doivent noter qu'aucune candidature reçue après 12 heures HEC/HAEC à la date limite ne sera acceptée²³. Il leur est fortement recommandé de ne pas attendre le dernier jour pour présenter leur candidature.

Aucune autre méthode de dépôt de candidature ne sera acceptée. Les candidatures soumises par un autre moyen seront automatiquement rejetées. Il n'y aura pas d'exception.

Il incombe aux candidats de vérifier qu'ils ont officiellement soumis leur formulaire de candidature en ligne et qu'ils ont reçu un courriel confirmant sa réception. Les candidats veillent à fournir par voie électronique tous les documents demandés et mentionnés dans le formulaire de candidature en ligne.

Aucune modification de la candidature n'est autorisée après l'expiration de la date limite de dépôt. Toutefois, lorsque certains aspects doivent être clarifiés ou dans le cas d'erreurs matérielles, l'Agence peut contacter le candidat à cet effet durant le processus d'évaluation.

²³ Veuillez noter que le formulaire électronique doit être validé et soumis avant la date limite (vérifiez que vous avez bien reçu un numéro de référence et un courriel accusant réception de votre candidature). En cas de problèmes techniques, veuillez vous assurer de demander de l'aide avant l'expiration de la date limite (voir le guide à l'intention des candidats). Les candidatures soumises après la date limite ou par d'autres moyens que l'envoi du formulaire électronique en ligne, seront automatiquement rejetées. Il n'y aura pas d'exception.

Seules les demandes qui répondent aux critères d'éligibilité seront prises en considération pour l'attribution éventuelle d'une subvention. Si une demande n'est pas jugée recevable, une lettre en indiquant les raisons sera envoyée au demandeur.

Au terme de la procédure d'évaluation susmentionnée, le processus de sélection s'achèvera et la décision d'octroi sera adoptée par l'Agence.

Tous les candidats seront informés par courrier électronique, avec accusé de réception par écrit, des résultats de la sélection.

Pour les candidats non retenus, la notification contiendra les motifs pour lesquels leur candidature n'a pas été sélectionnée.

Une fois les candidats informés, la liste des propositions retenues sera publiée sur les sites web de la Commission/l'Agence: http://eacea.ec.europa.eu/europe-creative/resultats-des-selections_fr

14.4 Réglementation applicable

Règlement (UE, Euratom) n° 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 PE/13/2018/REV/1 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1–222).

Règlement (UE) n° 1295/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant le programme «Europe créative» (2014 à 2020), concernant la mise en œuvre d'un programme de soutien au secteur créatif européen (Europe créative) et son rectificatif du 27 juin 2014 (JO L 189/260).

14.5 Contacts

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez prendre contact avec votre bureau Europe créative: https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/contact_fr

Contact au sein de l'Agence:

EACEA-CREATIVE-EUROPE-COOPERATIONPROJECTS@ec.europa.eu

Annexes:

1. Glossaire
2. Documents obligatoires – Liste de contrôle

Définitions applicables dans le cadre de l'appel à propositions EACEA 34/2018

Partenaires associés: outre les organisations participant officiellement aux activités et qualifiées de partenaires, un projet peut également impliquer des organisations issues du secteur public ou du secteur privé, qui contribuent à la mise en œuvre de missions/d'activités spécifiques du projet ou soutiennent sa diffusion et sa pérennisation. Ces organisations peuvent être qualifiées de «partenaires associés». Pour des questions de gestion contractuelle, ces organisations ne sont pas considérées comme faisant partie des partenaires du projet, et elles ne reçoivent pas de financement de l'UE. Toutefois, leur implication et leur rôle dans le projet et les différentes activités doivent être clairement décrits. Il convient d'expliquer comment les partenaires associés peuvent apporter une valeur ajoutée aux activités prévues en consacrant des efforts en termes de ressources et de savoir-faire. En particulier, dans le cas de projets axés sur la priorité D (conformément à la section 2 du présent appel) «Dialogue interculturel et intégration sociale des migrants et des réfugiés», les organisations qui se consacrent à l'intégration sociale des réfugiés et des migrants et ont de l'expertise dans ce domaine, peuvent être encouragées à participer au projet en tant que partenaires associés.

Bourse: une bourse peut-être prévue en tant que soutien financier à un tiers - point 11.1 f) des lignes directrices. Une bourse est une indemnité pécuniaire attribuée par un établissement ou une organisation à des particuliers ou à un groupe de personnes qui n'ont pas les moyens de payer la totalité des frais concernés. Une bourse peut également être attribuée sous forme de prix, qui sont basés sur la performance.

Appel à propositions: l'un des moyens de mettre en œuvre les programmes de l'Union. Un appel à propositions est publié chaque année et stipule un certain nombre d'éléments: les objectifs poursuivis et le budget annuel alloué au type d'action de soutien concernée, les critères d'éligibilité, d'exclusion, de sélection et d'attribution ainsi que les documents justificatifs pertinents à soumettre, les conditions pour obtenir un financement de l'Union, les conditions pour la soumission des propositions, les dates éventuelles de lancement pour les actions cofinancées et le calendrier pour la procédure d'attribution. Les appels à proposition sont publiés sur le site web des institutions de l'Union. Les conditions qui y sont publiées sont juridiquement contraignantes. Pour le programme «Europe créative», les présentes lignes directrices servent de base pour ces appels à propositions.

Communication: englobe des activités d'information et de promotion à des fins de sensibilisation et de renforcement de la visibilité des activités du projet.

Apport en nature: qualifie toute contribution non pécuniaire au projet, apportée par le chef de projet, les partenaires ou un tiers, à laquelle on peut donner une valeur pécuniaire mesurable et qui n'est pas payée par le chef de projet ou l'un des partenaires (c'est-à-dire des coûts qui ne sont pas enregistrés dans leur comptabilité). Il peut s'agir d'une contribution prenant la forme de biens d'investissement et d'équipement durables, de la mise à disposition de locaux, de matières premières, de travail bénévole offert par un particulier ou par une entreprise, ou de personnel détaché et rémunéré par une autre organisation (à l'exception du chef de projet et des partenaires). Les apports en nature ne constituent pas des coûts éligibles.

Accord de coopération: document juridique signé par le chef de projet et les partenaires. L'accord de coopération doit être juridiquement valable dans l'un des pays où le chef de projet ou les partenaires sont établis (c'est-à-dire un pays participant au programme «Europe créative»). L'accord de coopération doit définir toutes les conditions juridiques et financières de la coopération entre le chef de projet et tous les partenaires ainsi que leurs responsabilités opérationnelles (et leurs responsabilités financières le cas échéant) dans la mise en œuvre du projet.

Aucun modèle n'est fourni par l'Agence, mais l'accord de coopération pourrait inclure les informations suivantes:

- une description claire des objectifs du projet;

- une description claire des activités qui seront mises en œuvre afin d'atteindre ces objectifs;
- une description claire du rôle et des obligations, tant du chef de projet que des partenaires, dans la conception et la mise en œuvre du projet, notamment les tâches assignées à chaque partenaire;
- une description claire du cadre budgétaire et financier, comprenant les montants des contributions financières, et les montants de préfinancement;
- les aspects juridiques tels que la durée de l'accord, la responsabilité, la violation de l'accord, la résiliation de l'accord, le droit applicable et la résolution des litiges.

Secteurs culturels et créatifs: «tous les secteurs dont les activités sont fondées sur des valeurs culturelles et/ou sur des expressions artistiques et autres expressions créatrices, qu'elles soient à visée commerciale ou non, quel que soit le type de structure qui les réalise et quelles que soient les modalités de financement de ladite structure. Ces activités incluent le développement, la création, la production, la diffusion et la conservation de biens et services incarnant une expression culturelle, artistique ou toute autre expression créatrice, ainsi que les tâches qui s'y rapportent, comme l'éducation ou la gestion. Les secteurs culturels et créatifs comprennent entre autres l'architecture, les archives, les bibliothèques et les musées, l'artisanat d'art, l'audiovisuel (y compris le cinéma, la télévision, les jeux vidéo et le multimédia), le patrimoine culturel matériel et immatériel, le design, les festivals, la musique, la littérature, les arts du spectacle, l'édition, la radio et les arts visuels» (article 2 du règlement établissant le programme «Europe créative»).

Diffusion: processus planifié de communication d'informations sur les résultats du projet. Elle se fait à mesure que les résultats du projet et des activités deviennent disponibles.

Pour assurer la diffusion efficace des résultats, il convient de mettre en place une procédure appropriée en début de projet. Celle-ci doit préciser pourquoi, comment, quand, à qui et où diffuser quels résultats, à la fois pendant et après la période de financement. La diffusion et l'exploitation des résultats devraient constituer une partie essentielle des activités de communication qui se déroulent tout au long de la durée de vie du projet.

Période d'éligibilité: période pendant laquelle les coûts éligibles peuvent être générés. Elle est stipulée dans la convention de subvention.

Valeur ajoutée européenne: s'ajoute à la valeur créée par les actions d'États membres individuels. Elle peut découler de divers facteurs, par exemple, une coordination efficace, une sécurité juridique, une plus grande efficacité ou des complémentarités. Elle reflète une plus grande pertinence et importance de l'action au niveau européen en vue de présenter des modèles et des mécanismes applicables non seulement au niveau régional ou national, mais aussi au niveau de l'UE dans son ensemble. Elle peut être créée, par exemple, par la promotion des meilleures pratiques, des économies d'échelle, la mise en réseau, etc.

Impact: l'effet qu'ont l'activité réalisée et ses résultats sur les personnes, les pratiques, les organisations et les systèmes. La diffusion et l'exploitation des résultats peuvent contribuer à maximiser l'effet des activités réalisées de manière à ce qu'elles aient un impact sur les participants immédiats et sur les partenaires au cours des années à venir. Les avantages pour les autres parties prenantes doivent également être pris en considération afin de faire une plus grande différence et de tirer le meilleur parti du projet.

Lettre de mandat: lettre d'une organisation partenaire confirmant sa participation à un projet de coopération (signature originale du représentant légal ou équivalent exigé) et conférant au chef de projet l'autorité légale pour agir au nom de cette organisation dans le cadre de ce projet de coopération. Le mandat sera joint à la convention de subvention en cas de sélection.

Aboutissement: valeur ajoutée non tangible obtenue par la réalisation des objectifs et des buts poursuivis par un projet. Cette valeur ajoutée est généralement difficile à quantifier, qu'elle recouvre des actions et des événements concrets, du contenu ou des méthodologies, ou des résultats plus abstraits tels qu'une plus grande prise de conscience, un renforcement des compétences ou une

amélioration des aptitudes, des connaissances et de l'expérience acquises par les participants, les partenaires ou d'autres parties associées au projet.

Production: produit tangible et quantifiable réalisé par un projet donné; les productions peuvent être des produits accessibles tels que des productions artistiques, des vitrines, des festivals, des expositions, des rapports, des événements ou autres.

Partenaires: organisations actives dans les secteurs culturels et créatifs tels que définis à l'article 2 du règlement n° 1295/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant le programme «Europe créative», établies et officiellement enregistrées dans des pays qui participent audit programme. Les partenaires participent de manière concrète et essentielle à la conception, à la mise en œuvre et au financement du projet. La seule fourniture de services ou de biens dans le cadre du projet, qu'elle soit effectuée sur une base contractuelle ou non, n'est pas considérée comme suffisante pour que l'organisation concernée soit considérée comme un partenaire. Les partenaires qui font partie d'un projet de coopération confèrent au chef de projet l'autorité légale d'agir en leur nom dans le cadre du projet de coopération.

Chef de projet (coordinateur): organisation culturelle active dans les secteurs culturels et créatifs tels que définis à l'article 2 du règlement n° 1295/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant le programme «Europe créative», établie et officiellement enregistrée dans un pays participant audit programme, et qui assume un rôle de coordination pendant la mise en œuvre du projet. Ce rôle se traduit par la responsabilité globale de l'exécution des activités du projet conformément à la convention de subvention, ainsi que par une participation concrète et essentielle à la conception, à la mise en œuvre et au financement du projet. Le chef de projet soumettra la demande à l'Agence au nom de tous les partenaires et agit en tant que cosignataire légal de la convention de subvention.

Organisme public: organisme du secteur public ou entité juridique régit par le droit privé, assumant une mission de service public et offrant des garanties financières suffisantes. Par secteur public, on entend l'État, le gouvernement régional ou local ou toute organisation de droit public agissant au nom et sous le contrôle/la responsabilité de l'État.

Résultats: réalisations d'un projet ayant bénéficié d'un financement de l'Union. Le type de résultat varie en fonction du type de projet. Les résultats peuvent être classés comme des productions ou comme des aboutissements.

Sous-traitance: implique une ou plusieurs organisations/entreprises engagées en tant que contractants à la suite d'une procédure de passation de marché, afin d'exécuter des tâches ou activités spécifiques qui font partie de l'action décrite dans la proposition.

Durabilité: capacité du projet à se poursuivre et à utiliser ses résultats au terme de la période de financement. Elle doit se refléter dans la conception du projet: dans sa vision et ses activités ainsi que dans la stratégie de communication et le partenariat.

Les résultats du projet peuvent alors être utilisés et exploités à plus long terme, éventuellement au moyen d'activités de commercialisation, d'accréditation ou d'intégration. Les résultats ou les différentes parties d'un projet ne sont pas forcément tous durables et il est important d'envisager la diffusion et l'exploitation comme un prolongement, dans l'avenir, du projet au-delà de sa durée.

Annexe 2 – Documents obligatoires – Liste de vérification

Le formulaire électronique doit être accompagné de tous les documents obligatoires énumérés ci-dessous. Le non-respect de ces conditions entraînera le rejet de la candidature.

Remarque: lorsqu'un document doit être signé, la signature **doit** être celle du représentant légal de l'organisation concernée. Pour les documents marqués d'un astérisque (*), les modèles à utiliser **obligatoirement** peuvent être obtenus à l'adresse suivante: https://eacea.ec.europa.eu/creative-europe/funding/support-european-cooperation-projects-2019_en

À joindre au formulaire électronique:

- ☐ **Description détaillée du projet*** *Veuillez noter que la partie A de la «description détaillée du projet» ne peut pas dépasser 30 pages (3 000 caractères par page A4 police 11). La partie A du document ne sera pas évaluée au-delà de la limite (30 pages).*

- ☐ **Déclaration sur l'honneur*** et **mandats***
- **Déclaration sur l'honneur*** dûment remplie et signée (chef de projet uniquement)
 - **Lettres de mandat*** dûment remplies et signées par le représentant légal de chaque partenaire

- ☐ **Formulaire du budget** (Excel ou Open Office)

À télécharger vers le portail des participants:

- ☐ Formulaire «**entité légale**»* dûment rempli et signé, accompagné des annexes requises (chef de projet et partenaires)

Documents que le chef de projet doit préparer et mettre à disposition immédiatement sur demande (ces documents NE doivent PAS être fournis à l'étape de la soumission):

- ☐ Prouver l'**existence juridique** du chef de projet et de chacun des partenaires, et **leur activité dans les secteurs culturels et créatifs**:
- **pour une entité privée**: extrait du journal officiel, copie des statuts, extrait du registre de commerce ou des associations, certificat d'assujettissement à la TVA (si, comme c'est le cas dans certains pays, le numéro du registre de commerce et le numéro de TVA sont identiques, un seul des deux documents suffit), statuts;
 - **pour une entité publique**: copie de la résolution ou de la décision établissant l'entreprise publique ou autre document officiel établissant l'entité de droit public.

- ☐ Copies des **rapports d'activité** du chef de projet et de chacun des partenaires des deux dernières années

- ☐ **Accord de coopération** signé par le représentant légal de chaque partenaire et le représentant légal du chef de projet

Documents qui seront uniquement demandés aux candidats retenus

- ☐ **Signalétique financier*** dûment rempli et signé, accompagné des annexes requises (pour le chef de projet uniquement)

<input type="checkbox"/> États financiers (y compris le bilan et le compte de résultat) du chef de projet uniquement pour les deux derniers exercices financiers pour lesquels les comptes ont été clôturés (uniquement pour les subventions supérieures à 60 000 EUR) (<i>non requis pour les organismes publics</i>)
<input type="checkbox"/> Rapport d'audit externe élaboré par un auditeur externe agréé, certifiant les comptes du chef de projet et de tous les partenaires le cas échéant, pour le dernier exercice financier pour lequel des données sont disponibles (uniquement pour les subventions supérieures à 750 000 EUR) (<i>non requis pour les organismes publics</i>)